

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

15/03/2016

La société civile, acteur incontournable de la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'immigration

Le Royaume peut se targuer d'avoir régularisé la situation de 24 associations, vu que leurs membres sont tous issus de la migration irrégulière. Une démarche qui traduit l'importance que les pouvoirs publics accordent à la société civile en tant que partenaire de la mise en œuvre de la nouvelle politique migratoire.

Mu par la volonté de consolider sa relation avec le tissu associatif partenaire de la stratégie nationale d'immigration et d'asile, le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration a organisé hier à Rabat, la troisième édition du Forum annuel de l'immigration sous le thème «Politiques migratoires : quel rôle pour la société civile». Cette rencontre a constitué une première évaluation du partenariat avec les associations œuvrant dans le domaine de la migration, mais aussi une occasion pour échanger les expériences et les bonnes pratiques dans ce domaine dans le but de créer une plateforme d'échange entre acteurs civils, chercheurs, pouvoirs publics, secteur privé et organisations internationales.

Car, comme l'a rappelé à juste titre Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger, la société civile joue un rôle de premier plan en matière de consolidation des droits de l'Homme, forte de ses nouvelles prérogatives constitutionnelles qui lui ont accordé le statut de partenaire habilité de droit à contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. De ce fait, la société civile a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'immigration et d'asile à travers un mécanisme permanent de consultation et de concertation mis en place par le ministère. Les acteurs associatifs ont également été impliqués dans les concertations relatives à l'élaboration des projets de loi relatifs à la traite des êtres humains, la migration et l'asile. Dans le même esprit, le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger a procédé au cours des trois dernières années à la conclusion d'une dizaine de partenariats avec des associations portant sur le subventionnement de projets initiés en faveur des migrants. Le Maroc a par ailleurs été le premier pays à intégrer des associations de migrants comme membres au sein de la Commission nationale de recours chargée de l'examen et la régularisation de la situation des migrants en situation irrégulière. Trois associations ont, en effet, fait partie de cette commission.

Mieux encore, le Royaume peut se targuer, comme le souligne Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme, d'avoir régularisé la situation de 24 associations qui étaient en situation irrégulière, vu que leurs membres sont tous issus de la migration irrégulière. «L'objectif de cette initiative est de faire de la société civile un véritable acteur dans la réussite de la politique migratoire», note M. El Yazami.

Par ailleurs, Anis Birou a affirmé que les objectifs assignés à la politique nationale d'immigration et d'asile,

compte tenu du processus de régionalisation avancée, ne peuvent être atteints que si cette politique est déclinée au niveau local, au plus près des besoins réels et spécifiques des populations migrantes. «Ceci ne peut se faire idéalement qu'avec et à travers la société civile dont les compétences et capacités d'action, actuellement limitées, demandent à être renforcées», conclut le ministre.

15 mars 2016, Yousra Amrani,

<http://www.ccme.org.ma/fr/medias-et-migration/48134>

La société civile marocaine et les migrants engagés dans la dynamique associative bien avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc (M. El Yazami)

La société civile marocaine et les migrants ont été engagés dans la dynamique associative bien avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc, a indiqué, lundi à Rabat, **le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami.**

L'expérience marocaine dans le domaine de l'immigration s'est distinguée dès le début par la participation de la société civile, a dit M. El Yazami qui intervenait lors de la séance inaugurale de la 3^{ème} édition du Forum annuel de l'immigration, organisée sous le thème "Politiques Migratoires : quel rôle pour la société civile?", rappelant qu'un syndicat marocain, en l'occurrence l'Organisation démocratique du travail (ODT), avait créé un syndicat des travailleurs migrants sans papiers.

Selon le président du CNDH, "une politique d'intégration ne sera effective sans l'intégration de la société civile marocaine et des associations des migrants, car le migrant se doit d'être actif et jouer un rôle dans cette intégration", estimant que "l'intégration est une interaction commune".

M. El Yazami a plaidé pour un renforcement de l'action de l'ensemble des acteurs associatifs de la société civile, notamment des associations des migrants, et l'instauration d'un espace permanent d'échange alignant pouvoirs publics marocains, associations de migrants, associations de la société civile agissant dans la migration, les syndicats et le patronat ainsi que les chercheurs. "Un espace d'échange, d'évaluation, de correction et aussi de médiation", a affirmé le président du CNDH.

M. El Yazami a également plaidé pour une action continue pour la réussite des défis scolaires, pour une plus grande impulsion de l'action humanitaire et une plus grande cohérence des actions avec les partenaires européens.

De son côté, M. Papa Omar Diatta, Chancelier des Affaires étrangères et directeur-adjoint de l'Assistance et de la promotion des Sénégalais de l'Extérieur, qui a axé son intervention lors de cette séance sur les méfaits de l'immigration clandestine, a plaidé pour une migration organisée dans le respect des lois.

Les réponses apportées aux questions de migration ne peuvent se réduire à des mesures dissuasives, a-t-il dit, indiquant qu'un ensemble de mesures socio-économiques est ainsi envisagé.

Pour sa part, Mme Ana Fonseca, chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations

OIM-Maroc, a souligné, dans une déclaration à la MAP, que ce Forum est l'occasion idoine de discuter du rôle de la société civile dans toute dynamique migratoire.

La société civile est un acteur clé qui peut faire beaucoup pour l'intégration des migrants au Maroc et mobiliser l'action de la population pour l'intégration, a-t-elle expliqué.

Organisé par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration en partenariat avec le CNDH, le 3ème Forum annuel de l'immigration se veut l'occasion de concrétiser une approche participative visant une plus large implication de la société civile dans la mise en oeuvre de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile.

Lors de ce Forum, les participants débâteront de plusieurs thématiques, à savoir, "Société civile œuvrant dans le domaine de l'immigration : Etats des lieux", "Société civile et pouvoirs publics : quelles formes de partenariat" et "Société civile œuvrant dans le domaine de l'immigration : quelles formes innovantes d'organisation et de réseautage des acteurs".

Il sera aussi l'occasion d'initier un riche dialogue et un échange approfondi sur les expériences et les bonnes pratiques développées dans d'autres pays tels que le Canada, l'Espagne et le Sénégal en vue d'établir de nouvelles passerelles de partenariat entre les acteurs concernés par la question de la migration, notamment les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé, les chercheurs et les organisations internationales.

Selon une note de cadrage distribuée par les organisateurs et compte tenu du processus de régionalisation avancée, les objectifs assignés à la politique nationale d'immigration et d'asile ne peuvent être atteints que si cette politique est déclinée au niveau local, au plus près des besoins réels et spécifiques des populations migrantes, chose qui ne peut se faire qu'avec et à travers la société civile dont les compétences et capacités d'action demandent à être renforcées.

14 mars 2016

Source : MAP

<http://www.ccme.org.ma/fr/medias-et-migration/48140>



اليزمي: المغرب رخص لـ 24 جمعية للمهاجرين

GMT 14:27 14/3/2016

كشف رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إدريس اليزمي، اليوم الإثنين 14 مارس 2016، أن السلطات العمومية المغربية قامت بتسوية الوضعية القانونية لـ 24 جمعية للمهاجرين تنشط داخل تراب المملكة، مؤكداً أن الفاعلين الجمعويين يضطلعون بدور مهم في استراتيجية المغرب في مجال الهجرة واللجوء.

وشدد اليزمي، في كلمة ضمن افتتاح "المنتدى السنوي للهجرة"، الذي تنظمه الوزارة المكلفة بالجالية المغربية المقيمة بالخارج وشؤون الهجرة، بالتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، على أن جمعيات المجتمع المدني "لا يمكن أن تقوم بأدوارها بشكل جيد في مجال الهجرة واللجوء، دون تمكينها من موارد مالية كافية تساعد على التحرك في الميدان، والمساهمة بشكل فعلي في التوعية بمشاكل الهجرة".

وقال رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان "إن من بين القضايا الجوهرية في مجال إدماج المهاجرين في الحياة العامة داخل المغرب هي التمدرس، حيث إن "أطفال المهاجرين البالغين من العمر ما بين 6 و8 سنوات هم مواطنو الغد، وبالتالي فتعليمهم يعد أولوية".

وتوقف اليزمي عند الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء التي اعتمدها المغرب سنة 2012، والتي اعتبرها "تجربة فريدة، إذ لأول مرة يتم تشكيل لجان محلية لدراسة ملفات المهاجرين لتسوية وضعياتهم القانونية".

وتنظم الوزارة المكلفة بالجالية المغربية المقيمة بالخارج وشؤون الهجرة النسخة الـ 3 من هذا المنتدى، بالتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول موضوع سياسات الهجرة: أي دور للمجتمع المدني؟ ويروم اللقاء تقييم المرحلة الأولى للشراكة مع الجمعيات العاملة في مجال الهجرة.

التدوينة اليزمي: المغرب رخص لـ 24 جمعية للمهاجرين ظهرت أولاً على كشك.



المغرب يرخص لـ 24 جمعية للمهاجرين المقيمين به

3853/1-3

● سارة طالبی

وفي ذات المنتدى، دعا اليزمي لإرساء سياسة خاصة بتدريس أبناء المهاجرين واللاجئين المقيمين بالمغرب، مؤكدا على أن هذا الهدر المدرسي في صفوف أبناء هذه الفئة من الوافدين الجدد على المغرب لا زال يطرح تحديا كبيرا للمغرب، مجددا دعوته للاعتبار من تجارب فاشلة لعدد من الدول المستقلة للمهاجرين في العالم، التي فشلت في إدماج المهاجرين بعد الفشل في تدريسهم، مشيرا في الوقت ذاته للتحدي الاقتصادي الذي تطرحه إشكالية الهجرة على المغرب، في ظل الأزمة العالمية.

● التفاصيل من: ⑧

الافتتاحية للدورة الثالثة من المنتدى السنوي للهجرة الذي نظم أمس بالرباط في موضوع «سياسة الهجرة: أي دور للمجتمع المدني»، أن المجتمع المدني المغربي أبان على اهتمام كبير بملف المهاجرين واللاجئين بالمغرب إلى جانب جمعيات المهاجرين أنفسهم، داعيا إلى خلق فضاء للنقاش المستمر يجمع بين ممثلي هيئات المجتمع المدني المهتمة بقضايا الهجرة و ممثلي لقطاعات الحكومية و الباحثين، لتمكين الهيئات المدنية من الآليات الأساسية لتنزيل سياسة الهجرة و اللجوء التي أطلقها المغرب قبل ثلاث سنوات.

أعلن إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن المغرب سوى خلال الأشهر القليلة الماضية وضعية 24 جمعية للمهاجرين المقيمين بالمغرب، كانت تعمل دون وصل قانوني، بعد استفادة أعضائها من عملية تسوية أوضاع المهاجرين غير الشرعيين المقيمين على الأراضي المغربية.

وأضاف اليزمي، خلال حديثه في الجلسة

المغرب يرخص لـ 24 جمعية للمهاجرين المقيمين به

3853/1-3

● سارة طالبی

داخل المجتمع المغربي و تحسين وضعيتهم الاجتماعية، مؤكدا على أن المغرب قطع أشواطاً في تنزيل سياسته للهجرة و اللجوء بتعاون مع النسيج الجمعي المهتم بقضايا المهاجرين.

من جانبه، اعتبر عبد الحميد الجمري، عضو لجنة الأمم المتحدة للحماية الدولية لحقوق أعمال المهاجرين و أفراد أسرهم بجنيف، أن تنزيل الدول لسياسات الهجرة و اللجوء يقتضي شراكات مع دول الجوار، وهو ما يصعب على المغرب تحقيقه في ظل التوتر بين دول المغرب العربي، راصدا في الوقت نفسه تحول العمل المدني في مجال الهجرة بالمغرب من المنظمات الدولية المقيمة بالمغرب، إلى جمعيات مغربية.

و استضافت النسخة الثالثة من المنتدى السنوي للهجرة معرض يضم عشرات الجمعيات المدنية المهتمة بخدمة المهاجرين و اللاجئين، كما استضاف وزراء الهجرة في كل من السنغال و الكينا، بكندا، عرض و تدارس تجربتهم في ادماج المهاجرين.

سياسة الهجرة و اللجوء التي أطلقها المغرب قبل ثلاث سنوات.

وفي ذات المنتدى، دعا اليزمي لإرساء سياسة خاصة بتدريس أبناء المهاجرين واللاجئين المقيمين بالمغرب، مؤكدا على أن هذا الهدر المدرسي في صفوف أبناء هذه الفئة من الوافدين الجدد على المغرب لا زال يطرح تحديا كبيرا للمغرب، مجددا دعوته للاعتبار من تجارب فاشلة لعدد من الدول المستقبلية للمهاجرين في العالم، التي فشلت في إدماج المهاجرين بعد الفشل في تدريسهم، مشيرا في الوقت ذاته للتحدي الاقتصادي الذي تطرحه إشكالية الهجرة على المغرب، في ظل الأزمة العالمية.

و في تقييمه لسياسة الهجرة و اللجوء التي أطلقها المغرب قبل ثلاث سنوات، قال أنيس بيرو، الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، إن هذه السياسة التي أطلقت بمبادرة ملكية، نجحت في تحقيق آمال الآلاف من المهاجرين و اللاجئين المقيمين بالمغرب، بعد تسوية وضعيتهم القانونية و إطلاق عدد من المشاريع لتسهيل اندماجهم

أعلن إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن المغرب سوى خلال الأشهر القليلة الماضية وضعية 24 جمعية للمهاجرين المقيمين بالمغرب، كانت تعمل دون وصل قانوني، بعد استفادة أعضائها من عملية تسوية أوضاع المهاجرين غير الشرعيين المقيمين على الأراضي المغربية.

وأضاف اليزمي، خلال حديثه في الجلسة الافتتاحية للدورة الثالثة من المنتدى السنوي للهجرة الذي نظم أمس بالرباط في موضوع «سياسة الهجرة: أي دور للمجتمع المدني»، أن المجتمع المدني المغربي أبان على اهتمام كبير بملف المهاجرين واللاجئين بالمغرب إلى جانب جمعيات المهاجرين أنفسهم، داعيا إلى خلق فضاء للنقاش المستمر يجمع بين ممثلي هيئات المجتمع المدني المهتمة بقضايا الهجرة و ممثلي لقطاعات الحكومية و الباحثين، لتمكين الهيئات المدنية من الآليات الأساسية لتنزيل



3 آلاف مختل عقليا بسجون المغرب

90% دون مستوى الإعدادي و250 متقاعدا وأجر عمل السجناء لا يتجاوز 20 درهما

3622/2

لكبير بن لكريم

كشفت المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج، عن وجود حوالي 3 آلاف سجين يعانون من خلل عقلي، موزعين على مختلف المؤسسات السجنية عبر التراب الوطني، وخلفت أرقام ومعطيات متعلقة بوضعية المقيمين وراء جدران المؤسسات السجنية، انتقادات بعض المتدخلين خلال أشغال يوم دراسي حول تشغيل السجناء نظمته مندوبية السجون. وأظهرت ورقة "الأهداف والتحديات والإشكاليات المطروحة حول تشغيل السجناء"، التي تم تقديمها الخميس الماضي بالرباط، فيما يخص المستوى الدراسي لنزلاء السجون، "أظهرت" نفس المعطيات أن 92 بالمائة من مجموع السجناء المحكومين بعقوبة نهائية تتراوح أعمارهم ما بين 18 و50 سنة، وأن 90 بالمائة منهم يقل مساهمهم الدراسي عن المستوى الإعدادي، و40 في المائة منهم مدانون بعقوبة متوسطة وطويلة الأمد، وأن ثلث الساكنة السجنية المحكومون نهائيا متزوجون وفي حاجة إلى توفير دخل مادي لإعالة أسرهم. وأشارت الأرقام المقدمة إلى وجود

حوالي 1519 امرأة وراء القضبان وفيما يتعلق بنوع الجنس عند المعتقلين المحكومين بعقوبة نهائية، كما بينت نفس المعطيات أن 5561 من السجناء المحكومين نهائيا عاطلون عن العمل ولم يزاووا الشغل في السابق، و6 آلاف و691 مستخدمون في القطاع الخاص، وحوالي 250 متقاعدا، فيما تشكل «المهن الحرة» النسبة الأكبر من وظائف نزلاء المؤسسات السجنية. ودعا متدخلون في أشغال اليوم الدراسي الذي شكل انطلاقة حوار عمومي من أجل تجميع المقترحات المتعلقة بتهيئة الإطار القانوني لتشغيل السجناء، إلى الأخذ بعين الاعتبار الوضعية الصحية والعمرية والتعليمية والنفسية واهتمامات المعتقلين عند برمجة مهن وحرف داخل المؤسسات السجنية، ومراعاة طبيعة الجرائم المدان بها السجناء من أجل اقتراح البرنامج الملائم لكل فئة من السجناء.

ومن بين المعطيات التي أثارَت ملاحظات المتدخلين، كتلة أجر العمل بالنسبة للسجناء والتي حدها "مشروع قانون تشغيل السجناء" في 20 درهم لليوم، إذ اعتبر النقيب عبد الرحيم الجامعي، رئيس المرصد المغربي للسجون، في مداخلة له بالمناسبة، أن هذا المبلغ "زهد" وينطوي

على استغلال لمجهود الإنسان. وانتقد الجامعي "توظيف بعض المعتقلين في «عمل السخرة»، معتبرا أن المواد من 35-45 من القانون المنظم للسجون وبعض المراسيم المرتبطة «غير مقبولة» و «غير مشرفة» لأنها تعتبر السجن مجرد «سخار» لدى الإدارة داخل فضاء الاعتقال، مضيفا بأن «المواد المشار إليها من قانون السجون تعطي سلطة مطلقة للإدارة».

وشدد الجامعي على ضرورة الأخذ بعين الاعتبار أربع منطلقات في مشروع التشغيل لفائدة السجناء، أولها "إرادة سياسية واضحة تروم الارتقاء بعالم السجن واعتبار التشغيل حق للنزلاء شأنه كشأن كل مواطن، طبقا للمادة 31 من الدستور"، والمنطلق الثاني هو "مراجعة السياسة الجنائية العقابية، معتبرا أنه لا يمكن نهائيا الحديث عن التأهيل أو الإدماج أو فتح فرص الشغل والعمل وسط الفضاء السجني، إلا إذا تم تغيير نمط السياسة الجنائية والسياسة العقابية".

ويتعلق المنطلق الثالث، بتخصيف الجامعي، ب"ربط مجال حقوق الشغل داخل المؤسسات السجنية بمجال حقوق الإنسان، وذلك ببناء منظومة حقوقية تقتضي

الاستجابة إلى المعايير التي صادق عليها المغرب والواردة في دستور 2011، والمتمثلة في المساواة وعدم التمييز والمس بالسلامة البدنية والعقلية، والقواعد النموذجية في الاتفاقيات والعهود الدولية"، أما المنطلق الرابع فيتمثل في "إيجاد آلية المراقبة السجنية السجنية عن طريق المندوبية بدون تدخل أي جهة تفتيشية أخرى، تتكلف بمراقبة مدى احترام شروط العمل، وتفعيل الآلية الوطنية لمراقبة أماكن الاحتجاز".

من جانبه أوصى عبد الحق الدوق، المكلف بحقوق الإنسان بالمؤسسات السجنية عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بإيجاد صيغة قانونية نموذجية تراعي وضعية الأحداث والنساء والأشخاص في وضعية إعاقة والمهاجرين الأجانب، وتكريس الحقوق المادية والاجتماعية للسجناء خلال تشغيلهم وتكريس السلامة الصحية ومراعاة الوضعية النفسية.

واقترح المتحدث تضمين القانون المنظم للسجون مبادئ قواعد «نيلسون مانديلا» النموذجية لمعاملة السجناء، وتكريس الكرامة والمساواة ومناهضة التمييز ضد المرأة في مشروع تشغيل ساكنة السجون.



ندوة علمية بخريبة حول «سماع دعوى الزوجية في سياق مقارنة حقوقية»

تخلعت للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال خريبة ندوة علمية احتضنتها أخيرا، رحاب غرفة التجارة والصناعة بخريبة تمحورت حول موضوع «سماع دعوى الزوجية في ضوء المقاربة الحقوقية»، فعلى مدى أزيد من ثلاث ساعات ناقش مشاركون من نادي قضاة المغرب والوادية الحسنية للقضاة، ومحامون وباحثون ودكاترة وناشطون جمعويون الإشكالات التي يثيرها موضوع تفسي ظاهرة الزواج غير الموثق في مناطق واسعة من المملكة، وسبل مواجهة الظاهرة في ضوء المقاربة الحقوقية. واستهل أشغال الندوة التي ترأسها الأستاذ عبد القادر العزاني رئيس المحكمة الابتدائية بخريبة بمدخلته الافتتاحية لرئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بخريبة بني ملال تطرق فيها لأهمية تنظيم هذا اللقاء الذي يأتي في سياق تعديل المادة 16 من مدونة الأسرة وتمديد آجال سماع دعوى الزوجية مدة خمس سنوات إضافية، والذي يهدف إلى البحث عن آفاق أرحب لاعتماد المقاربة الحقوقية في دعاوى ثبوت الزوجية بما يتيح توثيق الزواج الذي حالت أسباب قاهرة دون توثيقه، والحيلولة دون استغلال هذه الألية القانونية للتحايل على مقتضيات مدونة الأسرة المنظمة لزواج التعدد وزواج الفاسر ومنع التزويج بالإرغام ومختلف الممارسات الماسة بحقوق المرأة والطفل كما هو متعارف عليها في المواثيق الدولية والقوانين الوطنية.

ومن جهته، قدم عضو نادي قضاة المغرب الأستاذ أنس سعدون مداخلة تمحورت حول موضوع «إثبات العلاقة الزوجية في ضوء الجلسات التثقيبية» سلط فيها الضوء على نتائج دراسة ميدانية أنجزت مؤخرا بإقليم أزيلال حول واقع ظاهرة الزواج غير الموثق بالإقليم، مؤكدا أن هذه المبادرة تقوم على فلسفة تحقيق قضاء القرب، فغرض أن يأتي المتقاضون للمحاكم للحصول على حقوقهم وتلبية طلباتهم، أصبحت الهيئات القضائية تنتقل إليهم، من أجل تسهيل ولوجهم للعدالة ولل قضاء على كافة العراقل العملية التي تواجههم.

وكشف الباحث في قانون الأسرة المغربي والمقارن الأستاذ أنس سعدون النقاب عن صور للأسباب القاهرة التي لا تزال تواجه بعض الأسر في توثيق عقود الزواج، وهي متعددة، بنوية تتعلق بعدلة بعض المناطق ويعدها عن المصالح الإدارية المختصة بالتوثيق، وثقافية ترتبط بضعف حملات



المتعددة كان لزاما الانفتاح على مقاربات أخرى، وفي هذا السياق قدم الدكتور محمد ملالي طبيب نفساني مداخلة حول وضع وتطبيق المادة 16 من مدونة الأسرة والمنظومة الثقافية. تحليل نفسي، حيث أبرز جانبا من المشاكل النفسية التي تواجه النساء الراغبات في إثبات العلاقة الزوجية غير الموثقة، كاشفا الضوء على معاناة شريحة واسعة من الأطفال الذين يهدر أحد أبوين حقوقهم وهو الحق في الهوية، معتبرا أن تطبيق المادة 16 من مدونة الأسرة يرتبط بجزء كبير من الموروث الثقافي وهو ما يطرح بإلحاح إشكالا عميقا حول علاقة القانون بالمتجمع.

وقد توصلت أشغال الندوة العلمية بفتح باب المناقشات، حيث خلص المشاركون إلى ضرورة البحث عن حل جذري لظاهرة الزواج غير الموثق يحول دون تحويل الاستفتاء إلى قاعدة ويمنع من الدخول في حلقة مفرغة تهدر كل المكتسبات التي أقرتها مدونة الأسرة لفائدة كافة مكونات الأسرة المغربية وعلى رأسها المرأة والطفل، وهو ما يستدعي إعطاء الأولوية للمقاربة الحقوقية.

سلسلا الضوء على مقترحين أمام المجتمع المدني، بروم الأول حذف الفقرة الثامنة من المادة 16 من مدونة الأسرة، وهو ما يعني حذف العمل بإمكانية سماع دعوى الزوجية بعد انصرام الأجل المحدد قانونا، واعتبار عقد الزواج الوثيقة المقبولة لإثبات العلاقة الزوجية. بينما يهدف المقترح الثاني إلى حذف الفقرة الأولى من المادة المذكورة والتي تعتبر عقد الزواج الوثيقة المقبولة لإثبات العلاقة الزوجية، وإعادة النظر في المركز القانوني للإمهات العازبات بما ينسجم مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان.

ومن جانبه، قدم الأستاذ عبد الصمد خشيح محام بهيئة الدار البيضاء، مداخلة حول موضوع قراءة في المادة 16 سلط فيها الضوء على عدة إشكالات تثار عند تطبيق النص القانوني أهمها نطاق وحدود العمل بالخبرة الطبية لإثبات العلاقة الزوجية، خاصة وأنها من السهل أن تثبت العلاقة البيولوجية لكنها من الصعب أن تثبت العلاقة الشرعية، فضلا عن الإشكالات المتعلقة بالتنصّب القانوني المطلوب في البيئة الشرعية.

ونظرا لكون المقاربة القانونية وحدها غير كافية للإلمام بظاهرة الزواج غير الموثق في أبعاده

التحسيس وانتشار الأمية، واقتصادية مردها واقع الفقر وتفشي الهشاشة، وقانونية تتجلى في غياب أي جزاء رادع لمخالفة المقتضيات المتعلقة بتوثيق الزواج مما يحولها إلى مجرد قاعدة مكملة، مشيرا في هذا الصدد إلى وجود حالات كثيرة للاستغلال السعي للمادة 16 من مدونة الأسرة كمفند جديد لشرعنة تزويج الطفلات أو زواج التعدد أو الإكراه على الزواج، وهو ما جعل العديد من الجهات تدق ناقوس الخطر أمام تفاقم النزاعات الناتجة عن هذه الأنماط من الزواج التي تتم في غفلة عن الحماية القانونية أو القضائية.

وفي السياق نفسه تطرق الدكتور محمد الخضراوي نائب رئيس الوادية الحسنية للقضاة لموقف محكمة النقض من سماع دعوى الزوجية، مسلطا الضوء على عدد من الاجتهادات المبدئية لأعلى هرم قضائي في المملكة، مؤكدا أنها تروم بالأساس حماية المصلحة الفضلى لكافة مكونات الأسرة، زوجة وزوجا وأبناء. وتناول الأستاذ الحسين الراجي رئيس نقابة المحامين بالمغرب في مداخلة موضوع «المادة 16 من مدونة الأسرة والالتزامات الدولية للمغرب»



دعوات من مراكش لتطوير الطب الشرعي من اجل تحقيق أفضل للعدالة الجنائية

بتاريخ : الثلاثاء 15 مارس 2016

شهد مدرج المختار السوسي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة القاضي عياض مراكش، أشغال ندوة علمية حول دور الطب الشرعي في تحقيق العدالة الجنائية اول امس السبت، والتي حضرها ثلة من الأساتذة المهتمين بالطب الشرعي.

وقد تكون برنامج الندوة من جلسة افتتاحية وجلسات علميتان. حيث انطلقت الجلسة الافتتاحية، برئاسة الدكتور محمد النخلي والتي افتتحت بكلمة السيد عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة القاضي عياض مراكش الدكتور يوسف البحيري ناب عنه الدكتور زكرياء خليل في إلقائها. تلتها كلمة السيد رئيس شعبة القانون الخاص الدكتور جمال النعيمي، تلتها كلمة ممثلة مجموعة الأبحاث والدراسات الجنائية والحكاماة الأمنية الدكتورة أمينة العتيوي، ثم تلتها كلمة السيدة رئيسة المركز الوطني للمصاحبة القانونية وحقوق الإنسان فرع مراكش الدكتورة لطيفة قبيش، وقد كانت آخر الكلمات في هذه الجلسة كلمة اللجنة المنظمة التي ألقته الدكتورة السعدية مجيدي بصفتها المنسقة العامة للجنة التنظيمية.

وانطلقت أشغال الجلسة العلمية الأولى برئاسة الدكتور محمد الغالي أستاذ التعليم العالي بكلية الحقوق بمراكش، حيث كانت أولى المداخلات معنونة بالتطور التاريخي للطب الشرعي للدكتور مراد بوستة، أستاذ التعليم العالي بكلية الحقوق بمراكش. تلتها مداخلة معنونة بالطب العقلي الشرعي والعدالة الجنائية للدكتور محمد جوهر أستاذ التعليم العالي بكلية الحقوق بجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء، تلتها مداخلة معنونة بالطبيب العام أمام قضايا الطب الشرعي للدكتور محمد النشاش طبيب وخبير محلف ورئيس سابق للمنظمة المغربية لحقوق الإنسان.

وبعد ذلك، انطلقت أشغال الجلسة العلمية الثانية برئاسة الدكتور جمال النعيمي أستاذ التعليم العالي بكلية الحقوق بمراكش، حيث كانت أولى المداخلات معنونة بدور الطب الشرعي في تعزيز المركز القانوني لضحايا الجريمة للدكتور لطيفة قبيش أستاذة باحثة بكلية الحقوق بمراكش، تلتها مداخلة معنونة بدور الطب الشرعي في تحقيق العدالة الجنائية للدكتور هشام البلاوي قاضي ورئيس قسم بمديرية الشؤون الجنائية والعمو بوزارة العدل، تلتها مداخلة معنونة بدراسة نقدية في مشروع القانون المتعلق بالطب الشرعي للبروفسور هشام بنيعيش رئيس معهد الطب الشرعي ابن رشد بالدار البيضاء، **تلتها مداخلة معنونة بعمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان في تطوير مسار الطب الشرعي بالمغرب لأستاذ محمد مصطفى الريسوني مستشار بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان.** وقد تلت هذه الجلسة مناقشة عامة.

دعوات من مراكش لتطوير الطب الشرعي من اجل تحقيق أفضل للعدالة الجنائية

وقد خلص السادة المتدخلين إلى أن الطب الشرعي يعتبر أحد الطرق العلمية التي تقود إلى كشف عوالم الجريمة والتعرف على الحقائق وجمع الأدلة والقرائن والكشف عن مرتكب الجرائم وتقديمهم للمحاكمة، حيث يبقى دوره هاما في تحقيق العدالة الجنائية من خلال المساعدة على الإدارة الفعلية والفعالة لسير القضايا الجزرية.

كما أن تطوير نظام العدالة الجنائية يحتاج إلى مجموعة من الآليات المساعدة التي لا شك أن الطب الشرعي يعتبر من بين أهم هذه الآليات وهذا ما يتطلب تنظيم هذا التخصص الطبي، وهو ما يستلزم تضافر جهود مختلف القطاعات المعنية للنهوض به وإيلائه الأهمية التي يستحقها حتى يصبح هذا التخصص الطبي في خدمة العدالة الجنائية.



وقد خلصت الندوة إلى تقديم مجموعة من التوصيات وهي على الشكل التالي:

- إحداث إطار تشريعي وتنظيمي متكامل للأنشطة الطبية الشرعية لجعله ركيزة من ركائز الإصلاح الشامل والعميق لمنظومة العدالة.
- مراجعة النصوص القانونية بشكل يطابق المعايير المطلوبة من أجل تسجيل في جداول الخبراء.
- ضمان تمويل منصف ومستدام وتجهيزات لوجيستكية ومقرات خاصة للطب الشرعي.
- ضمان الاستقلالية للأطباء الشرعيين مع تكليف ثلاثة أطباء لإعداد التقارير بدل طبيب واحد.
- إحداث خلية مشتركة بين وزارة العدل ووزارة الصحة تعمل على تقديم اقتراحات وحلول للنهوض بقطاع الطب الشرعي بكل فروعه.
- تكوين سريع في المبادئ الأساسية للطب الشرعي للأطباء في المدن والقرى وكذلك للطلبة الدارسين في كلية الحقوق.
- تنظيم ندوات مشتركة بين القضاة والأطباء الشرعيين والأساتذة الجامعيين لدراسة قضايا الطب الشرعي.
- إخضاع مهنة الطب الشرعي لمبدأ المساءلة والمحاسبة عن الأخطاء العمدية والغير عمدية.
- توضيح علاقة التبعية التي يعاني منها الطبيب الشرعي بين وزارة الصحة ووزارة العدل والحريات.
- فتح تخصصات طبية في مجال الطب الشرعي بكليات الطب وتحفيز الطلبة لولوجها.
- اعتماد التكوين المستمر للأطباء الشرعيين بإعطائهم الفرصة للتعرف على أحدث العلوم والتقنيات في مجال عملهم.
- إعادة تكوين القضاة وضباط الشرطة القضائية لتسهيل فهم تقارير الخبراء ونتائجها والاستئناس بالمصطلحات الطبية التي تعترض عملهم اليومي.
- الاطلاع على مسودة مشروع قانون الطب الشرعي وإرسال الملاحظات والمقترحات لوزارة العدل والحريات.
- الاهتمام بالطب المتخصص في التحاليل الجينية بالنظر إلى الأهمية التي يكتسبها لمساعدة العدالة الجنائية وتفعيل الطب الشرعي الخاص بالفحوصات الطبية.
- التعجيل بإخراج القانون المنظم للطب الشرعي مع أخذ رأي الممارسين وملائمة نصوصه مع الدستور المغربي والمواثيق الدولية الخاصة بمناهضة التعذيب.
- التعجيل بوضع استراتيجية للنهوض بالطب الشرعي يشترك في وضعها الفاعلين وعلى وجه الخصوص (العدل، الصحة، الجماعات المحلية، التعليم العالي).
- وضع تصور متكامل لتوفير الإمكانيات البشرية والمادية حتى تتمكن مؤسسة الطب الشرعي من الاضطلاع بالمهام المنوطة بها وفق المواصفات والمعايير الدولية المعمول بها في هذا المجال.
- تجويد الخدمات التي يقدمها الطب الشرعي للضحايا من خلال تجاوز كافة الاختلالات الكبرى المرتبطة بممارسته كمدخل أساسي لإنصاف ضحايا الجريمة وتفعيل دوره في تحقيق العدالة.
- يجب تسجيل الأطباء الشرعيين في جداول الخبراء القضائيين، لكي يكون هناك توافق مع الطبيعة القانونية للخبرات المنجزة من طرفهم.
- انخراط السياسات العمومية بشكل إيجابي في مجال الطب الشرعي.

دعوات من مراكش لتطوير الطب الشرعي من اجل تحقيق أفضل للعدالة الجنائية

وقد تقدم اعضاء اللجنة التنظيمية والمثلة بالدكتورة السعدية المجيدي والدكتور عبد الرحيم بن بوعيدة والدكتورة لطيفة قبش والدكتور أحمد قيلش والدكتور حسن زرداني والدكتور محمد الغالي والدكتور ضياء علي أحمد نعمان والدكتورة نجاة العماري والدكتور زكرياء خليل والأستاذ عبد الغني



حدوش، بأسمى عبارات الشكر والامتنان، إلى السيد عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة القاضي عياض بمراكش الدكتور يوسف البحيري على ما بذله وبذله من جهد في رفع مستوى البحث العلمي في هذه الكلية، كما تقدموا بأسمى عبارات الشكر والامتنان إلى السيد رئيس شعبة القانون الخاص الدكتور جمال النعيمي والسيد رئيس شعبة القانون العام الدكتور محمد الغالي على تقديمهما يد المساعدة والعون في إنجاح مثل هذه الندوات العلمية.

كما تقدمت اللجنة التنظيمية في الختام بأسمى عبارات الشكر والامتنان إلى السادة الأساتذة المشاركين في هذه الندوة، والتي أغناها بمدخلاتهم القيمة والتي أعطت قيمة مضافة في مجال الفكر القانوني والعلمي للطب الشرعي.

أعضاء المجتمع المدني والمهاجرون انخرطوا في الدينامية الجموعية قبل إطلاق السياسة الجديدة للهجرة واللجوء (السيد اليزمي)

الإثنين, 14 مارس, 2016 - 19:10

أكد **رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس اليزمي**، اليوم الاثنين بالرباط، أن أعضاء المجتمع المدني والمهاجرين انخرطوا في الدينامية الجموعية قبل إطلاق السياسة الجديدة للهجرة واللجوء.

وقال اليزمي، في كلمة خلال الجلسة الافتتاحية للدورة الثالثة للمنتدى السنوي للهجرة التي تنظم حول موضوع "سياسات الهجرة : أي دور للمجتمع المدني؟"، إن التجربة المغربية في مجال الهجرة تميزت منذ البداية بمشاركة المجتمع المدني، مضيفاً أن نقابة مغربية هي المنظمة الديمقراطية للشغل أسست نقابة خاصة بالعمال المهاجرين في وضعية غير قانونية.

وحسب رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، فإن "أي سياسة للإدماج لن تكون ناجحة دون إشراك المجتمع المدني المغربي وجمعيات المهاجرين، لأن المهاجر مدعو ليكون نشيطاً ويلعب دوراً في هذا الإدماج" معتبراً "الإدماج تفاعلاً مشتركاً".

ودعا السيد اليزمي إلى تعزيز عمل مجموع الفاعلين الجموعيين بالمجتمع المدني وخصوصاً جمعيات المهاجرين وإرساء فضاء دائم للتبادل يجمع السلطات العمومية المغربية وجمعيات المهاجرين وجمعيات المجتمع المدني العاملة في مجال الهجرة والنقابات وأرباب العمل وكذا الباحثين، موضحاً أنه يتعين أن يشكل هذا المجال "فضاءاً للتبادل والتقييم والتقييم والتفكير".

من جهته، دعا بابا عمر دياتا المستشار في الشؤون الخارجية ونائب مدير المساعدة والنهوض بالسنگاليين بالخارج، الذي ركز في مداخلة على سبلات الهجرة السرية، إلى هجرة منظمة تحترم القوانين. وقال إن التعاطي مع قضايا الهجرة يتعين أن لا يقتصر على الإجراءات الزجرية بل يتعين أن يمتد ليشمل كل الإجراءات السوسيو اقتصادية .

ومن جانبها، أكدت أنا فونسيكا، رئيسة بعثة المنظمة الدولية للهجرة بالمغرب، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء، أن هذا المنتدى يمثل مناسبة ملائمة لمناقشة دور المجتمع المدني في أي دينامية للهجرة.

وأوضحت أن المجتمع المدني فاعل رئيسي يمكن أن يقدم الكثير من أجل اندماج المهاجرين في المغرب وتعبئة جهود الساكنة من أجل الإدماج.

ويشكل المنتدى، المنظم من قبل الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مناسبة لتقييم المرحلة الأولى للشراكة مع الجمعيات العاملة في مجال الهجرة.

كما يشكل المنتدى، الذي يعرف مشاركة فاعلين مؤسساتيين وجمعيات المجتمع المدني وخبراء ومتخصصين، فرصة للحوار وتبادل الخبرات والاطلاع على الممارسات الفضلى بعدة دول ككندا وإسبانيا والسنگال.

وأوضحت مذكرة تأطيرية، وزعت خلال اللقاء، أن السياسة الوطنية للهجرة واللجوء، وأخذاً بعين الاعتبار مسلسل الهوية المتقدمة، تتوخى فعالية أكبر على المستوى المحلي من خلال تكثيف القرب من المهاجرين والاستجابة لحاجياتهم ومتطلباتهم الملحة بما يضمن تحقيق الأهداف المتوخاة .

وأضافت المذكرة أن تحقيق هذه الأهداف لن يتم بشكل مثالي إلا من خلال شراكة متعددة الأبعاد مع المجتمع المدني تتوخى تعزيز قدراته وآليات عمله التي تبقى محدودة في الوقت الراهن .

<https://www.maghress.com/akhbarona/158843>

<http://www.mapexpress.ma/ar/actualite/%D8%A3%D8%B9%D8%B6%D8%A7%D8%A1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%8A-%D9%88%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%87%D8%A7%D8%AC%D8%B1%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%86%D8%AE%D8%B1%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86/>

في المنتدى السنوي للهجرة ادريس اليزمي: لابد من الاهتمام بتمدرس أبناء المهاجرين

ديابورا 14 مارس, 2016

دعا **رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ادريس اليزمي**، إلى تعزيز فعل المجتمع المدني المشتغل في مجال الهجرة، من جمعيات مغربية وجمعيات خاصة بالمهاجرين ذواتهم. وشدد اليزمي على ضرورة تمكين هذا النسيج الجمعي من «الإمكانيات المادية، التي تتيح له الاشتغال بقوة في مجال ذي خصوصيات وامتسم بالصعوبات».

واعتبر اليزمي، الذي كان يتحدث يوم الإثنين 14 مارس 2016 في الدورة الثالثة للمنتدى السنوي للهجرة المنعقد بالرباط حول موضوع: «سياسات الهجرة : أي دور للمجتمع المدني؟»، (اعتبر) أن من أبرز أهداف المنتدى هناك التباحث في سبل تعزيز عمل المجتمع المدني المشتغل في مجال الهجرة، ممثلا في جمعيات مغربية ونظيراتها للمهاجرين، والتفكير في خلق فضاء تبادل وحوار مشترك يجمع كل من السلطات العمومية وجمعيات المهاجرين والنقابات والباطرونا والباحثين.

وفي هذا السياق، أكد اليزمي في تصريح لـ "الأحداث المغربية" أن «إنجاح السياسة، التي اعتمدها المغرب منذ شتنبر 2013، والمتصلة بتدبير الهجرة، يفرض إدماج المجتمع المدني المغربي الذي أبان عن قدرات مهمة في تتبع هذا الملف وأيضا المجتمع المدني المكون من المهاجرين أنفسهم. وعلمنا أن التاريخ، يكشف أن كل عملية اندماج للمهاجرين تتسم بالأزمات وبعض الصعوبات، فإنه من الضروري خلق وسطاء بين المهاجرين وبين مجتمع الاستقبال مما يفرض إشراك المجتمع المدني الذي يقوم بعملية الوساطة هذه». وأوضح في ذات التصريح قائلا: «وفي هذا الإطار تمت تسوية أوضاع 24 جمعية للمهاجرين خلال الشهر الأخير. لكن حان الوقت الآن لتقوية قدرات هذه الجمعيات، سواء المغربية أو تلك الخاصة بالمهاجرين، مع خلق فضاء مستمر للنقاش بين السلطات العمومية والمجتمع المدني. وكذلك إعطاء هذا المجتمع المدني الإمكانيات للمساهمة في تنفيذ هذه السياسة وتقييمها وتصحيحها».

ولفت اليزمي، أن تدبير ملف الهجرة من خلال التنفيذ السليم للاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء، هو «طريق مليء بالمطبات والصعوبات». وشدد على أنه رهين بشكل كبير بـ«تناغم الجهود المبذولة من كافة الأطراف المعنية بالملف، وبمثنى العلاقات بين المغاربة والمهاجرين من خلال تشجيع الأعمال التضامنية لأجل احتواء النزعات الاحتجاجية الممكنة والتنافر بين المغاربة والمهاجرين». وقال إنه من الضروري «خلق فضاء دائم للحوار والتعاون والتشاور حول الرهانات السوسيو اقتصادية التي تواجه المغرب، الذي ليس منطقة غنية مثلما هو حال الدول الأوروبية. بل هو بلد نامي يعيش الكثير من التحديات المتصلة بالتشغيل والتكوين والتعليم وفي مجالات متعددة أخرى». وأضاف منبهنا: «لذلك، من الضروري التفكير في إطار هذه الاستراتيجية في كافة الرهانات المتصلة بالتشغيل والتكوين وأساسا في التعليم وتمدرس أبناء المهاجرين تلافيا لأي نتائج كارثية ممكنة مستقبلا مثلما أسفرت عن ذلك تجارب أخرى في هذا الباب. والاهتمام بتمدرس أطفال المهاجرين يعني الاهتمام بمستقبل مواطني الغد».

ومن جهته، وبعد استعراضه للتطورات، التي عرفت سياسة المغرب مجال تدبير ملف الهجرة منذ اعتمادها قبل 3 سنوات الآن، دعا الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، أنيس بيرو، المشاركين في المنتدى لأجل التباحث حول أسئلة، وصفها بالـ«جوهرية». وقد تعلقته هذه الأسئلة مثلما طرحها الوزير في كلمته الافتتاحية بتحديد الشكل التنظيمي، الذي يجب على الجمعيات تبنيه، والبحث عن التشبيك الأكثر نجاعة، وسبل تجويد الشراكة بين السلطات العمومية والمجتمع المدني في شكلها القانوني والمسطري، وكيفية تطوير استيعاب وفهم الجمعيات العاملة في مجال الهجرة واللجوء للانتظارات الآنية والمستقبلية للمهاجرين، وأيضا التوافق حول الممارسات الفضلى والتجارب الناجحة في تدبير ملف الهجرة واللجوء مع تحديد كفاءات الاستفادة منها.

أما كلمة نائب الوزيرة المكلفة بالهجرة والتنوع والإدماج بالكيبكيك، يونس ميهوي، فاستعرضت النموذج الكيبكيكي في تدبير ملف الهجرة على مدى 50 سنة من التعايش مع هذه الظاهرة، التي تعرفها هذه المقاطعة الكندية، والتي تتسم بأنها هجرة مختارة ومؤطرة ومخطط لها.



وفي هذا السياق، أوضح المسؤول الحكومي الكيبيكي أن المقاطعة تخوض حالياً تجربة إعادة النظر بشكل جذري في سياستها المتعلقة بالهجرة، لأجل جعلها أكثر مرونة وأشد تنافسية واستقطاباً، لكن، دائماً، في احترام تام للمرتكزات الأساسية لهذه السياسة، متمثلة في احترام احتياجات المقاطعة على مستوى سوق الشغل، واحترام التعددية، ودعم اللغة الفرنسية، وكذلك تعزيز التنوع الثقافي للمجتمع الكيبيكي في إطار مجتمع اندماجي وديمقراطي.

وأبرز المسؤول أن سياسة الكيبيك الجديدة في مجال الهجرة، التي تم اعتمادها بتشاور موسع بين الحكومة والمجتمع المدني والبرلمان، والتي تم تخصيص 542 مليون دولار لتنفيذها، وتمتد من 2016 إلى 2020، تركز بشكل خاص على الهجرة المنتقاة والمؤطرة لأجل تلبية متطلبات سوق الشغل الكيبيكية، التي قال إنها ستعاني من شغور 41 مليون منصب شغل في أفق 2022.

وإلى ذلك، يهدف المنتدى السنوي للهجرة، الذي تنظمه الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، للسنة الثالثة على التوالي منذ إطلاق الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء، إلى تقييم المرحلة الأولى من الشراكة بين الجمعيات العاملة في مجال الهجرة، وإلى تبادل الخبرات والاطلاع على الممارسات الفضلى بعدة دول مثل كندا وإسبانيا والسينغال، وذلك لأجل مد جسور التعاون بين الجهات الفاعلة في مجال الهجرة والسلطات العمومية ومنظمات المجتمع المدني والقطاع الخاص والباحثين والمنظمات الدولية.

الجواب الوطني على بان كي مون .. مزيد من تعزيز مصداقية المؤسسات والتقدم في البناء الديمقراطي

أبي بان كي مون إلا أن يجتم ولايته بموقف يكشف أنه كان عليه أن يغادر هذا المنصب قبل هذا الوقت بزمان كبير .. كيف يعود بان كي مون الى حكاية "تقرير مصير الشعب الصحراوي" مستخدما نفس اللغة والمصطلحات الجزائرية وتابعتها جبهة البوليساريو ؟ كيف ينقلب على الموقف الأممي الرسمي الذي ما فتئت تعبر عنه قرارات مجلس الأمن، أي الدعوة إلى حل سياسي متفاوض حوله بعد أن فشل مخطط الاستفتاء ووصل إلى الباب المسدود بسبب مشكل تحديد الهوية ؟

ما الذي احرس بن كيمون عن وضعية حقوق الانسان في تيندوف ؟ ما الذي أسكته عن قضية احصاء اللاجئين التي جاءت في عدد من تقارير مجلس الأمن ؟ ما الذي أسكته عن تصرف القيادات المنتفذة في البوليساريو في المساعدات وتحويلها عن وجهتها كي تتحول الى سلع تتم المتاجرة فيها وتغني أرسدة أولئك المتحكمين مما صدرت في حقه تقارير عن البرلمان الاوروبي ؟

كيف ننتظر من أمين عام راكم سلسلة من الهزائم المتلاحقة والإخفاقات في عدد من الملفات الدولية الساحنة أن ينجح في إيجاد حل لقضية الصحراء بناء على قرارات مجلس الأمن المتلاحقة والتي أكدت منذ زمان بعد أن فشلت مخططات من سبقه وخاصة بيكر ومنها مخطط الاستفتاء على الحل السياسي المتفاوض حوله ؟

لا غرابة ان ينتهي بان كي مون الى هذه المعزوفة وهو الذي يجز ذبول الخيبة في كافة الملفات الحارقة التي عاش لظاها العالم في السنوات الاخيرة ! ماذا قدم بان كي مون لشعب سوريا الجريح ولبلاده وفي عهده دمرت سوريا وهجر الملايين من ابنائها؟ ماذا فعل لشعب بورما الذي يقتل ويذبح ؟ ماذا فعل كي يبحث مجلس الأمن على إحالة ملف جرائم والجرائم ضد الانسانية للنظام السوري على محكمة الجنايات الدولية ؟ ماذا فعل لكي يجعل العالم أكثر أمنا وهو أمين عام لمنظمة من بين أهم أجهزتها مجلس يسمى بمجلس الأمن ؟ والواقع أن العالم في عهد بان كيمون أصبح أقل استقرارا ؟

لا نريد أن نتابع سيلا من الأسئلة والاستفهامات حول عدد من الملفات التي تنتهك فيها حقوق الانسان وترتكب فيها مجازر ضد الانسان ويمارس فيها الاحتلال الحقيقي كل الانتهاكات في حق شعب اعزل مثلما هو الشأن بالنسبة للشعب الفلسطيني، وعشرات من الأسئلة تطرحها خرجة بان كي مون الأخيرة في آخر ولايته، خرجته عن الحياض المفروض في مسوول أممي النص وخرجته عن مواقف مجلس الأمن فيما يتعلق بالقضية، لكي أريد التأكيد هنا على ثلاث قضايا تلتقي في مسألة واحدة هي أن قضية الوحدة الترابية والسيادة الوطنية سيظل حسما داخليا: القضية الاولى هي التي ما فتىء جلالة الملك يؤكددها وهي ان المغرب في صحرائه والصحراء في مغربها.

والمغرب في صحرائه ليس كمحتل او غاز بل لأن هذا الجزء كان دوما جزءا لا يتجزأ من التراب الوطني والسيادة الوطنية بمنطق التاريخ ومنطق التلاحم بين ساكنة أقاليم الشمال واقاليم الجنوب في العقيدة والولاء لسلطة الدولة المغربية من خلال رباط البيعة، ومن خلال النضال المشترك في مواجهة المستعمر، ومن خلال الأواصر الثقافية وعلاقات المصاهرة، ثم بمنطق ما استثمرت الدولة في تلك الأقاليم، وما أنفقت فيها من اموال باهضة. وتعتبر الأقاليم الجنوبية لجهة الصحراء نموذجا في تفعيل مقتضيات الجهوية الموسعة وهو ما يظهر بوضوح من خلال المخصصات المالية التي ستوجه للجهة في إطار تفعيل النموذج التنموي الجديد والتي تقدر ب 77 مليار درهم.

القضية الثانية وتتعلق بما إذا كان بان كي مون يريد ان ينهي ولايته بخلق شروط جديدة للتوتر من خلال الاصرار على استمرار أزمة قد يكون إشعال التوتر فيها سببا لاستمرار انعدام الاستقرار في دول شمال افريقيا والساحل والصحراء التي تواجه موجة هوجاء من الإرهاب، مع ما لذلك من تداعيات على استقرار الضفة الشمالية للبحر الأبيض المتوسط وللعالم اجمع، وهو ما سبق لجلالة الملك ان طرحه في خطابه في الدورة السبعين للجمعية العامة للأمم المتحدة في نيويورك في أكتوبر 2015 حيث قال: إن منظمة الأمم المتحدة، التي تحتفل بذكرها السبعين، قد بلغت سن النضج والحكمة والمسؤولية، وأن عملها لا ينبغي أن يكون سببا في زعزعة استقرار الدول التي تساهم في العمل والتعاون متعدد الأطراف." وحين أكد ان المغرب سيرفض أي مغامرة غير مسؤولة بخصوص الخلاف الإقليمي حول الصحراء المغربية، موضحا أن العديد من القوى الدولية تدرك تماما، بأن التصورات البعيدة عن

الواقع التي تم إعدادها داخل المكاتب، والمقترحات المغلوطة، لا يمكن إلا أن تشكل خطرا على الأوضاع في المنطقة، فهل كان ذلك هو جواب بن كيمون على هذا التحذير، وهل هو اصرار على مواصلة إشعال التوتر وخلق مناطق فاشلة ودول فاشلة حيث ما وضع بن كيمون يده؟

المسألة الثالثة وتتعلق بالجبهة الداخلية، وفي هذه النقطة لا يريد ان أكرر جوابا مكرورا حول وحدة هذه الجبهة ، لان هذه ليست مطروحة للنقاش، ولا ينبغي أن تكون موضوع مزايدة أو تشكيك من هذه الجهة أو تلك في " وطنية " هذا الفريق او ذاك من المغاربة الا بعض الشواذ والشاذ لا حكم له .

اليوم قد مرت بضعة أسابيع على الحراك الشبابي ل 20 فبراير 2011 ، وعلى خطاب 9 مارس 2011 . والمغرب انما خرج اكثر قوة وتماسكا لانه راهن على التوجه نحو المستقبل ، اي نحو مواصلة البناء الديمقراطي بدستور متقدم وانتخابات قطعت مع الأساليب القديمة المتمثلة في تدخل الدولة واجهزتها الإدارية تدخلها سافرا مباشرة بما يجعلها تتحكم في نتائجها او من خلال الحياض السليبي الذي يسكت عن الخروقات والاستعمال الحرام للمال او استخدام المال الحرام والمشبوہ الأصل !

لقد راهن ايضا على سحب ورقة حقوق الانسان من الدعاية الانفصالية التي هي آخر من نصدق حين يتعلق الامر بحقوق الانسان، من خلال إعمال آليات المراقبة الحقوقية سواء **من خلال لجان حقوق الانسان التابعة للمجلس الوطني لحقوق الانسان في الأقاليم الجنوبية** وهو مما نوهت به تقارير سنوية صادرة عن مجلس الأمن حول قضية الصحراء، ومن خلال تمكين بعد الجمعيات الحقوقية في المنطقة رغم خلفيتها السياسية وهويتها الانفصالية ؟؟ .

اصبح المغرب بفضل الله ثم بفضل إصراره على المضي قدما في مجال البناء الديمقراطي واحة للاستقرار والاستثمار والتنمية مؤهلا للالتحاق بركب الدول الصاعدة في الوقت الذي تتوجه فيه دول الجوار الاقليمي والبعيد الى آفاق مجهولة العواقب.

أصبح المغرب نموذجا ومضرب أمثال وأملا للمثقفين والسياسيين من العلمانيين والإسلاميين والقوميين والمستقلين عن اي توجه سياسي من هؤلاء . وأصبح بالنسبة للأوروبيين ومسؤوليتهم ومثقفهم دليلا حيا عما يصطلحون على تسميته ب" الأمن الديمقراطي " باعتبار ان الاستثمار في مجال دعم الديمقراطية وحقوق الانسان ودولة الحق والقانون هو استثمار في الأمن لا يقل استثمارا من الإنفاق على الجيوش والمخابرات واجهزة مراقبة الحدود انها عناصر القوة في الموقف المغربي : ولاء تاريخي للدولة المغربية، ارتباط عضوي بين الشمال والجنوب تاريخا ونسبا وثقافة ونضالا مشتركا ضد الاستعمار، إجماع وطني حول القضية، وتعزيز للديمقراطية ومشاركة السكان في تدبير شؤونهم من خلال الجهوية الموسعة وتخصيصا للاعتمادات اللازمة من اجل إطلاق النموذج الجديد في التنمية ، وانفتاح من حل سياسي متفاوض عليه قدم المغرب دليلا عمليا عنه من خلال مبادرة مشروع الحكم الذاتي .

هي اذن مقارنة التقدم في الاصلاحات وتعزيز مسار البناء الديمقراطي، كخطوة ملازمة في مسلسل مواجهة استهداف خصومنا لوحدتنا الترابية، فكل انتكاسة في مسار البناء الديمقراطي من شأنه أن يلقي ظللا كبيرة من الشك حول جدية بلادنا في تفعيل الحكم الذاتي كحل ديمقراطي .

والذين يسعون على المستوى الداخلي بالرجوع الى الوراء في هذا المجال، ويريدون تقزيم القوانين الانتخابية على مقاساتهم ولو أدى ذلك للتراجع الى الوراء اي اعتماد قوانين تكون نتيجتها مزيدا من البلقنة للمؤسسات واضعاف دورها ومصداقيتها ، هؤلاء لن يكونوا مؤهلين لاستحضار ما يتهدد استكمال المغرب لوحدة الترابية !!

الذين يريدون للتحكم ان يرجع الى الساحة السياسية بكل مساوئه التي كانت السبب في خروج الشباب الى الشوارع والمطالبة باسقاط الفساد والاستبداد يقامرون بكل هذا الرصيد من المصادقية، وكل هذه المكاسب التي تجعل المغاربة فخورين بانتمائهم الوطني وبتحريتهم التي هي موضع إعجاب وترقب في العالمين العربي والإسلامي.

الجواب الوطني على بان كي مون فضلا عن وحدة الصف الداخلي مزيد من الاصلاحات ومزيد من التقدم في البناء الديمقراطي وتعزيز مصداقية المؤسسات.

يوسف المساتي: المساواة في الإرث بين السياسات العمومية والنصوص الدينية (2)

المساواة في الإرث وازدواجية السياسات العمومية

يوسف المساتي

ناقشت في المقال السابق بعض التساؤلات المطروحة حول **توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول المناصفة**، منبها إلى بعض المغالطات التي يسوقها كثير ممن يخوضون في هذا النقاش، وتوقفت عند علاقة الأمر بالسياسات العمومية والاتفاقيات الدولية والتي ستكون موضوع مقالنا هذا.

وقبل الخوض في صلب موضوع مقالنا هذا، سأحاول تأطير بعض المفاهيم الأساسية الواردة في هذه السلسلة، مع تجنب الغوص في الإشكاليات المفاهيمية، ومحاولة الاقتصار على ما قد يبدو تعريفا قريبا لما ينسجم والتوجه العام لهذا المقال، ومفككا لعناصر عنوان المقال.

سأنتقل هنا من تأطير السياسات العمومية والتي يمكن أن نعني بها "كل ما تفعله وما لا تفعله الحكومة" كما يذهب إلى ذلك أحد الباحثين و بمعنى آخر إنهما "برنامج فعل حكومي خاص بسلطة أو عدة سلطات عامة أو حكومية" أي أنها عبارة عن تسلسل من النشاطات لقرارات وإجراءات متناسقة متخذة أساسا من طرف أعوان النظام السياسي و الإداري (أعوان الدولة) من أجل حل مشكل عمومي متعلق بالمجتمع.

و فيما يخص الإرث فيظل تعريف مدونة الأسرة المغربية جامعا مانعا في المادة 323 التي ترى أنه "انتقال حق بموت مالكة بعد تصفية التركة لمن استحقه شرعا بلا تبرع ولا معاوضة"

بعد تأطير المفاهيم الأساسية الواردة في هذه السلسلة أعتقد أنه لا بد من طرح تساؤل أساسي في هذا السياق، إن لم يكن مهما وفاصلا: إذ أن الدولة المغربية قد وافقت على رفع تحفظات المغرب على اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، بما فيها المادة 16 المثيرة للجدل لارتباطها بالمساواة في الأحكام المتعلقة بالأسرة والعائلة، بتاريخ 18 أبريل 2011 ونشرت بالجريدة الرسمية في فاتح شتنبر 2011، ووافقت هذه الحكومة ونوابها في البرلمان على المصادقة على البروتوكول الاختياري الملحق بالاتفاقية، ونشرت بالجريدة الرسمية بتاريخ 17 غشت 2015، أي أننا هنا أمام التزام للدولة المغربية بتطبيق كامل بنود اتفاقية السيداو.

وبعد هذا الالتزام الذي وقع في عهد هذه الحكومة يأتي رئيسها –والفترض فيه أنه المشرف على تنفيذ السياسات العمومية التي يدخل من بينها تنفيذ التزامات المغرب الدولية– لينتقد توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان بضرورة تطبيق بنود المادة 16، بل وذهب إلى طلب الاعتذار من المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وهنا يطرح السؤال: ألسنا هنا أمام خطاب مزدوج لمن يفترض فيه أن يكون مسؤولا عن تنفيذ السياسات العمومية؟ وبالتالي ألا يقود هذا الأمر إلى ارتباك وازدواجية في تطبيق السياسات العمومية المرتبطة بمقاربة النوع وتنفيذ الالتزامات الدولية للمغرب؟ وهل هذه الازدواجية هي نتاج للتقاطبات الإيديولوجية بين توجهين، توجه ينطلق من المرجعية الكونية لحقوق الإنسان، وتوجه على علاقة متوترة بهذه المرجعية بدعوى الخصوصية... الخ؟.



كما نتساءل أيضا : ألا يفترض في السياسات العمومية، خاصة ما يتعلق منها بالتزامات المغرب الدولية، أن تكون ذات أبعاد استراتيجية بمنأى عن تقاطبات الزمن السياسي السريع والمتقلب؟؟ هل هذه ازدواجية هي ازدواجية طرف معين داخل الدولة، أم أنها تعكس ازدواجية داخل بنية النظام السياسي في البلاد بين وجه تقليدي ووجه حديثي، بين خطاب للداخل وخطاب للخارج؟ وبالتالي كيف يمكن تدبير الاختلاف في العلاقة مع الداخل ومع الخارج؟؟

وإذا ما نحن تأملنا في الأمر، فسنجد أن هذه الازدواجية لا تحضر على مستوى تنفيذ السياسات العمومية فقط، ولكنها تبدو واضحة وحاضرة على مستوى التشريعات القانونية، فبينما ينص دستور 2011 الذي يعتبر أسمى قانون في البلاد على "– حماية منظومتي حقوق الانسان والقانون الدولي الإنساني، والنهوض بهما، والإسهام في تطويرهما، مع مراعاة الطابع الكوني لتلك الحقوق وعدم قابليتها للتجزئ.

حظر ومكافحة كل أشكال التمييز بسبب الجنس أو اللون أو المعتقد أو الثقافة أو الإلتواء الاجتماعي أو الجهوي أو اللغة أو الإعاقة أو أي وضع شخصي مهما كان.

جعل الاتفاقيات الدولية كما صادق عليها المغرب وفي نطاق أحكام الدستور وقوانين المملكة وهويتها الوطنية الراسخة، تسمو، فور نشرها على التشريعات الوطنية، والعمل على ملائمة هذه التشريعات مع ما تتطلبه تلك المصادقة"

بينما نص الدستور على ما ورد أعلاه في ديباجته، نجد أن التشريعات الوطنية تنطلق من التشريعات الفقهية وتتخذها كمرجعية أسمى، وهنا يطرح التساؤل حول كيفية حل التناقض بين ما يمليه مبدأ سمو الاتفاقيات الدولية الوارد دستوريا، وبين مبدأ الشريعة الإسلامية كمصدر التشريع، الذي وإن لم يتم الإعلان صراحة على هذا المبدأ في الدستور، لكن النصوص القانونية في مدونة الأسرة وغيرها تعلنها؟

ألا تعني موافقة المغرب على رفع تحفظاته على المادة 16 وغيرها إلزامية الشروع في تعديل قوانين مدونة الأسرة انطلاقا من أحكام الدستور نفسه؟ ألسنا هنا أمام خرق دستوري واضح؟ أم أنها ازدواجية السياسات العمومية تنعكس بشكل مباشر وواضح على ازدواجية النصوص القانونية؟ وبالتالي كيف تستطيع السلطات العمومية الوفاء بالتزاماتها الدولية ومقتضياتها الدستورية؟ وتعديل قوانينها؟ في ظل استمرارها في تبني خطاب مزدوج ومتناقض؟ وفي ظل استمرار الفاعلين السياسيين والمسؤولين عن تنفيذ السياسات العمومية في إثارة معارك جانبية بعيدا عن المعالجة الاستراتيجية لهذه القضايا؟.

توصيات ندوة دور الطب الشرعي في تحقيق العدالة الجنائية التي نظمت بكلية الحقوق بمراكش

الثلاثاء 15 مارس 2016 - 02:32

نظمت مجموعة الأبحاث والدراسات الجنائية والحكامة الامنية بشراكة مع المركز الوطني للمصاحبة القانونية وحقوق الانسان فرع مراكش، ندوة علمية حول "دور الطب الشرعي في تحقيق العدالة الجنائية"، يوم السبت 12 مارس الجاري، بمدرج المختار السوسي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة القاضي عياض مراكش والتي حضرها ثلة من الاساتذة المهتمين بالطب الشرعي.

وانطلقت الجلسة الافتتاحية برئاسة محمد النخلي والتي افتتحت بكلمة عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بجامعة القاضي عياض مراكش الدكتور يوسف البحيري ناب عنه في القائها الدكتور زكرياء خليل، تلتها كلمة رئيس شعبة القانون الخاص الدكتور جمال النعيمي، تلتها كلمة ممثلة مجموعة الأبحاث والدراسات الجنائية والحكامة الامنية الدكتورة امينة عتيوي، بعدها كلمة رئيسة المركز الوطني للمصاحبة القانونية وحقوق الانسان فرع مراكش الدكتورة لطيفة قبيش، وكانت اخر كلمة في هذه الجلسة الافتتاحية للجنة التنظيمية والتيقتها الدكتورة السعدية مجيدي بصفتها المنسقة العامة للجنة التنظيمية.

وانطلقت اشغال الجلسة العلمية الاولى برئاسة الدكتور محمد الغالي استاذ التعليم العالي ورئيس شعبة القانون العام، حيث كانت اولى المداخلات معنونة بالتطور التاريخي للطب الشرعي للدكتور مراد بوسنة استاذ التعليم العالي بكلية الحقوق مراكش، تلتها مداخلة معنونة بالطب العقلي الشرعي والعدالة الجنائية للدكتور محمد جوهر استاذ التعليم العالي بكلية الحقوق بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء، تم مداخلة معنونة بالطبيب العام امام قضايا الطب الشرعي للدكتور محمد النشاش طبيب وخبير محلف ورئيس سابق للمنظمة المغربية لحقوق الانسان.

بعد ذلك انطلقت اشغال الجلسة العلمية الثانية برئاسة الدكتور جمال النعيمي استاذ التعليم العالي بكلية الحقوق مراكش ورئيس شعبة القانون الخاص، حيث كانت المداخلة الاولى معنونة بدور الطب الشرعي في تعزيز المركز القانوني لضحايا الجريمة للدكتورة لطيفة قبيش استاذة التعليم العالي بكلية الحقوق مراكش، تلتها مداخلة معنونة بدور الطب الشرعي في تحقيق العدالة الجنائية للدكتور هشام بلاوي قاض ورئيس قسم بمديرية الشؤون الجنائية والعمو بوزاة العدل و الحريات، تلتها مداخلة معنونة بدراسة نقدية في مشروع القانون المتعلق بالطب الشرعي للبروفيسور هشام بنيعيش رئيس معهد الطب الشرعي ابن رشد بالدار البيضاء، وكانت اخر مداخلة معنونة بعمل المجلس الوطني لحقوق الانسان في تطوير مسار الطب الشرعي بالمغرب للاستاذ محمد مصطفى الريسوني مستشار بالمجلس الوطني لحقوق الانسان.

وتميزت أشغال هذه الندوة بنقاش جاد ومسؤول بين الطلبة والمتدخلين، كما انما سجلت حضور غفير من الطلبة والقضاة والمحامون - فاق الطاقة الاستيعابية لمدرج الندوات - وخلص المتدخلون الى ان الطب الشرعي يعتبر احد الطرق العلمية التي تؤدي للكشف عن عوامل الجريمة والتعرف على الحقائق وجمع الادل والقرائن والكشف عن مرتكبي الجريمة، حيث يبقى دوره قائما لتحقيق العدالة الجنائية، على اعتبار ان ترسيخ دولة الحق والقانون لا يكون الا عن طريق احقاق الحق كركيزة اساسية للعدالة، فلا دعوى بلا اثبات والحق بدون دليل هو والعدم سواء، كما ان العدالة الجنائية تحتاج الى مجموعة من الاليات المساعدة لها ولا يعدو ان يكون الطب الشرعي من بين اهم هذه الاليات، وخلصت الندوة العلمية بتفلسم مجموعة من التوصيات وهي على الشكل التالي:

1. احداث اطار تشريعي وتنظيمي متكامل للانشطة الطبية الشرعية لجعله ركيزة من ركائز الاصلاح الشامل للعدالة.
2. مراجعة النصوص القانونية للمعايير المطلوبة للتسجيل في جداول الخبراء.
3. ضمان تمويل منصف وتجهيزات تقنية ومقرات خاصة للطب الشرعي.
4. ضمان الاستقلالية للاطباء الشرعيين مع تكليف ثلاثة خبراء بدل خبير واحد.
5. احداث خلية مشتركة بين وزارة العدل و وزارة الصحة تعمل على تقديم اقتراحات وحلول للنهوض بقطاع الطب الشرعي بكل فروع.

6. تكوين سريع في المبادئ الاساسية للطب الشرعي للاطباء والطلبة الدارسين بكلية الحقوق.
7. تنظيم ندوات مشتركة بين القضاة والاطباء الشرعيين والاساتذة الجامعيين لدراسة قضايا الطب الشرعي.
8. اخضاع مهنة الطب الشرعي لمبدأ المساءلة والمحاسبة عن الاخطاء العمدية والغير عمدية.
9. توضيح علاقة التبعية التي يعاني منها الطبيب الشرعي بين وزارة العدل والحريات و وزارة الصحة.
10. فتح تخصصات طبية في مجال الطب الشرعي بكليات الطب والعمل على تحفيز الطلبة لولوجها.
11. اعتماد التكوين المستمر للاطباء الشرعيين لاعطاءهم الفرصة للتعرف على احدث العلوم التقنية في مجال عملهم.
12. اعادة تكوين القضاة وضباط الشرطة القضائية لتسهيل فهم تقارير الخبراء ونتائجها.
13. الاطلاع على مسودة مشروع القانون المتعلق بالطب الشرعي وارسال الملاحظات والمقترحات لوزارة العدل والحريات. 14. الاهتمام بالطب المتخصص في التحليل الجينية بالنظر الى الاهمية التي يكتسبها لمساعدة العدالة الجنائية، وتفعيل الطب الشرعي الخاص بالفحوصات الطبية.
15. التعجيل باخراج مشروع القانون المنظم للطب الشرعي.
16. التعجيل بوضع استراتيجية للنهوض بالطب الشرعي يشترك في وضعها كل الفاعلين وعلى وجه الخصوص وزارة العدل، وزارة الصحة، الجماعات المحلية والتعلم العالي.
17. وضع تصور متكامل لتوفير الامكانيات البشرية والمادية حتى تتمكن مؤسسة الطب الشرعي من الاطلاع بالمهام المنوطة بها وفقا للمواصفات والمعايير الدولية المعمول بها في هذا المجال.
18. تجويد الخدمات التي يقدمها الطب الشرعي للضحايا من خلال تجاوز كافة الاختلالات الكبرى المرتبطة بممارسته كمدخل اساسي لانصاف ضحايا الجريمة وتفعيل دوره في تحقيق العدالة.
19. ضرورة تسجيل الاطباء الشرعيين في جداول الخبراء.
20. انخراط السياسات العمومية بشكل ايجابي في مجال الطب الشرعي.

بيرو: مجتمعنا المدني ساهم "بشكل حيوي" في إنجاح استراتيجية الهجرة واللجوء

لحسن سكور 14 مارس، 2016، 16:02

أكد الوزير المكلف بالجالية المغربية المقيمة بالخارج وشؤون الهجرة، اليوم الإثنين 14 مارس 2016، أن المجتمع المدني المغربي "نشيط وحيوي وساهم بشكل كبير في الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء، حيث كان ينبه ويناقش وينتقد ويساهم ويعمل في الميدان".

وأوضح بيرو، في افتتاح أشغال المنتدى السنوي للهجرة، أن "الاستراتيجية الوطنية للهجرة هي حديثة العهد، حيث لم يمحض على اعتمادها سوى 3 سنوات لكنها وأقولها بكل تجرد، قطعت أشواطاً مهمة ويعود الفضل في ذلك إلى إدماج كل الفاعلين المؤسساتيين والمجتمع المدني والبحث العلمي".

وأكد المسؤول الحكومي أن "نجاح هذه السياسة التي اعتمدها المغرب هي نجاح في الوقت ذاته لطموحات وآمال مجموعة من الناس الذين اختاروا واضطرتهم ظروف معينة للهجرة للمغرب أو طلب اللجوء" لافتاً إلى أن هذا المنتدى الذي ينظمه الوزارة **بالتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، هو "مناسبة لتعميق التفكير والنقاش وتبادل التجارب والممارسات الفضلى في مجال سياسة الهجرة واللجوء، خصوصاً بعد مظاهر فشل سياسة الهجرة في بعض الأقطار في إشارة إلى أزمة الهجرة التي تعاني منها بلدان أوروبية، ومعاناة المهاجرين السوريين على الحدود اليونانية المقدونية.

وتنظم الوزارة المكلفة بالجالية المغربية المقيمة بالخارج وشؤون الهجرة، النسخة الثالثة من هذا المنتدى بالتعاون مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حول موضوع "سياسات الهجرة: أي دور للمجتمع المدني؟"، ويروم اللقاء تقييم المرحلة الأولى للمشاركة مع الجمعيات العاملة في مجال الهجرة، ومد جسور جديدة للتعاون بين الجهات الفاعلة في مجال الهجرة من منظمات المجتمع المدني، باحثين، سلطات عمومية، قطاع خاص والمنظمات الدولية.

بيرو: المجتمع المدني شريك في التنمية وتحسين حقوق الإنسان

بوشعيب الضبار 14-03-2016

قال السيد أنيس بيرو، الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، إن المجتمع المدني أضحى يضطلع بأدوار طلائعية في بناء وتنفيذ وتقييم السياسات العمومية، بل أصبح أحد الشركاء الفاعلين للدولة في التنمية الاقتصادية والاجتماعية وتحسين حقوق الانسان.

وأضاف في كلمة ألقاها في افتتاح الدورة الثالثة للمنتدى السنوي للهجرة، حول موضوع: “سياسات الهجرة: أي دور للمجتمع المدني؟”، **بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، اليوم الاثنين بمقر مؤسسة محمد السادس للنهوض بالتربية والتكوين، بمدينة العرفان في الرباط، أن تخصيص هذه الدورة للمنتدى السنوي للهجرة لأدوار المجتمع المدني في ارتباطها بسياسات الهجرة، لم يكن من محض الصدفة “بل جاء بناء على قناعتنا بأهمية وقيمة شركائنا من جمعيات المجتمع المدني وانطلاقا من إرادتنا الجماعية في تحسين أدائهم وتقييم نتائج الشراكة التي تجمعنا بهم وكذلك لاستشراف آفاق العمل المستقبلي وفق رؤية طموحة ومتحددة.”

للمزيد: بنكيران: المجتمع المدني ضمانا للمجتمع إذا تعطلت مصالح الدولة

واعتبر مساهمات المجتمع المدني الفاعل في حقل الهجرة أساسية وغنية، سواء تعلق الأمر بالعملية الاستثنائية لتسوية الوضعية الإدارية للأجانب المقيمين بطريقة غير قانونية بالمملكة أو بالتأهيل القانوني والمؤسسي أو ببرامج الإدماج السوسيو- ثقافي والاقتصادي.

ولم يفت المتحدث ذاته، أن يذكر بأن المملكة “شرعت في تنفيذ الهوية المتقدمة كشكل حديث وفعال في التنظيم الترابي والسياسي للمملكة، قطعنا فيه تدريجيا مراحل مهمة.”

وتابع أنه “في هذا الإطار، لا يمكن للشركات التي تجمعنا بالمجتمع المدني ألا تأخذ بعين الاعتبار هذا المعطى الهام في تنفيذ مضامين الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء جهويا ومحليا، مما يقتضي اتخاذ مجموعة من التدابير التنظيمية والعملية لتيسير إنجاح هذا الورش.”

المشاركون في المنتدى

وشدد في كلمته على أن هذا جزء من النقاش المطروح اليوم في هذا المنتدى “الذي، من رأبي، يجب أن يطرح ويحاول أن يجيب على أسئلة جوهرية من قبيل:

أي شكل من الأشكال التنظيمية التي يجب على الجمعيات تبنيها حتى تكون في الموعد؟

ما هو التشبيك الأكثر نجاعة الذي يجب أن تتبناه؟

هل الشراكة التي تجمع السلطات العمومية بالمجتمع المدني في شكلها القانوني والمسطري كافية اليوم لإنجاز المهام الموكولة لنا جميعا أم يجب ابتداء أساليب ووسائل جديدة لتجويدها؟

هل كل الجمعيات العاملة في مجال الهجرة واللجوء ملزمة بشكل جيد بالانتظارات الآنية والمستقبلية للمهاجرين وبطريقة التعامل معها أم هي في حاجة الى التكوين والرفع من قدراتها المهنية والمعرفية في هذا المجال؟

ماهي الممارسات الفضلى والتجارب الناجحة على كل المستويات في محيطنا القريب والبعيد وكيف يمكن الاستفادة العملية منها؟.

وأكد في الأخير، انه متيقن من أن القيمة المعرفية والتجارب الغنية لكل المتدخلات والمتدخلين في هذه الدورة والفاعلات والفاعلين الحاضرين اليوم ستضفي طابعا متميزا على هذا المنتدى، وستمكنه من الخروج بتصورات تحصن المنجزات وتطور العمل المستقبلي.

وعرف المنتدى مشاركة مسؤولين حكوميين مغاربة وأجانب، خبراء وباحثين، إلى جانب ممثلي المجتمع المدني الفاعلين في مجال الهجرة واللجوء.

المجتمع المدني يضطلع بدور طلائعي في إعداد وتنفيذ وتثمين السياسات العمومية المتعلقة بالهجرة (السيد

بيرو)

14-03-2016

قال الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، السيد أنيس بيرو، اليوم الاثنين بالرباط، إن المجتمع المدني يضطلع بدور طلائعي في إعداد وتنفيذ وتثمين السياسات العمومية ذات الصلة بالهجرة.

وذكر السيد بيرو، خلال تدخله في افتتاح الدورة الثالثة للمنتدى السنوي للهجرة، الذي نظم حول موضوع “سياسات الهجرة: أي دور للمجتمع المدني؟” أن هذا المنتدى يشكل مناسبة لتعميق الأفكار والنقاش حول هذا الموضوع بفضل خاصة وجود مجتمع مدني نشيط وفعال.

وفي معرض حديثه عن السياسة الجديدة للهجرة واللجوء بالمغرب، أكد السيد بيرو أن المغرب قام، منذ البداية، بوضع آلية دائمة للتشاور مع جمعيات المجتمع المدني المدعوة للاضطلاع بدور متجدد بفضل خاصة تشبيك أكثر فعالية وفقا، على الخصوص، لمقاربة تشاركية وفعالة معتمدة من طرف كافة المتدخلين المؤسساتيين المعنيين بمسألة الهجرة.

وقال الوزير، أمام حضور يتكون، على الخصوص، من عدد من ممثلي المؤسسات العمومية والجسم الدبلوماسي المعتمد بالرباط والمؤسسات الدولية العاملة في مجال الهجرة، وجمعيات المجتمع المدني والباحثين والخبراء الوطنيين والدوليين، “منذ الخطوات الأولى للسياسة الجديدة للهجرة واللجوء بالمغرب، قمنا بوضع آلية دائمة للتشاور مع جمعيات المجتمع المدني”.

وأضاف الوزير “إننا عقدنا عددا من اللقاءات الإعلامية والتشاورية مع تلك الجمعيات في مختلف المناسبات، وتتعلق بكافة الخطوات المتعلقة بإعداد استراتيجية إدماج المهاجرين وطالبي اللجوء”، مشيدا “بالمشاركة الأساسية والمهمة للجمعيات النشيطة في مجال الهجرة، سواء تعلق الأمر بعملية تسوية وضعية الأجانب المقيمين بشكل غير قانوني بالمغرب، و التأهيل القانوني والمؤسسي أو برامج الإدماج السوسيو- ثقافي والاقتصادي للمهاجرين”.

وتشكل الدورة الثالثة للمنتدى السنوي للهجرة، المنظمة من قبل الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، فرصة لتجسيد مقاربة تشاركية تهدف إلى إشراك واسع للمجتمع المدني في تنفيذ الاستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء.

وسيناقش المشاركون في هذا المنتدى العديد من المواضيع تتعلق ب “المجتمع المدني العامل في مجال الهجرة: الوضعية الراهنة” و “المجتمع المدني والسلطات العمومية : ما هي أوجه الشراكة” و “المجتمع المدني العامل في مجال الهجرة: ما هي الأشكال المبتكرة لتنظيم وتشبيك الفاعلين”.

ويشكل هذا المنتدى أيضا فرصة سانحة لإطلاق حوار غني وتبادل الخبرات والاطلاع على الممارسات الفضلى بعدة دول ككندا وإسبانيا والسنغال، بهدف مد جسور جديدة للتعاون بين الجهات الفاعلة في مجال الهجرة، خاصة السلطات العمومية ومنظمات المجتمع المدني والقطاع الخاص والباحثين والمنظمات الدولية.

<http://bayanemarrakech.com/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%8A-%D9%8A%D8%B6%D8%B7%D9%84%D8%B9-%D8%A8%D8%AF%D9%88%D8%B1-%D8%B7%D9%84%D8%A7%D8%A6%D8%B9%D9%8A-%D9%81%D9%8A-%D8%A5%D8%B9/>



حاورته: ونام فراج

محمد السكتاوي : 2/2 ملف الاختفاء القسري لن يقفل قبل تحقيق العدالة!

يؤكد محمد السكتاوي، مدير فرع أمнести المغرب، في الجزء الثاني من هذا الحوار، أن ملف الاختفاء القسري مازال عالقا في ظل تضارب الأرقام حول عدد شكايات عائلات الضحايا التي كشف عنها الفريق الأممي للاختفاء القسري والمجلس الوطني لحقوق الإنسان مما يجعل من الصعب إقفال هذا الملف.

ذكرتم من قبل أن منظمة أمнести تعتمد منهجية معينة في إنجاز تقاريرها، التي تلقى الانتقادات مستمرة من طرف الحكومة، هل بإمكانكم التفصيل أكثر في هذه المنهجية ؟
تعتمد المنظمة على منهجية بطيئة وبيروقراطية أي تمر عبر مراحل معقدة، نبدأ باختيار موضوع من مواضيع الانتهاكات في مجال معين مثل حرية التعبير، نستقي فيه معلوماتنا عبر خبراء وباحثين ونقوم بزيارات ميدانية لتفقد الوضع ونستعين بمعلومات الأحزاب والنقابات ومنظمات المجتمع المدني، ومن الصحفيين ومما ينشر، فضلا عن تنظيم لقاءات مباشرة مع ضحايا الانتهاكات وعائلاتهم، وبعد ذلك نجمع هذه الأطراف ونعرضها على الحكومات لإعطاء رأيها فيها، وناقش مع الحكومة هذه المعطيات للتأكد من مصداقيتها، وبعد سماع رأي الحكومة نقوم بإعادة تصحيح تلك المعطيات في حال تبين خطأ ما، ونضعها ضمن بحث ينتهي بتوصيات، وهذه التوصيات لا توزع على الصحافة ولا تنقل إلى الرأي العام إلا بعد عرضها على السلطات المعنية لإبداء رأيها فيها وحيث نعطها مهلة كافية لدراستها.

وكيف تكون ردة فعل السلطات المعنية ؟
سأعطي مثلا بتقريرنا حول التعذيب في المغرب الذي أثار الكثير من الانتقادات والتشنج بيننا وبين السلطات المغربية. هذا التقرير يوثق حالات للتعذيب عن طريق معطيات متوفرة في المغرب من طرف الضحايا والحامين والصحافيين... ولدينا تسجيلات صوتية ومصورة تثبت وجودها الفعلي، وحينما انتهينا من جمع المعطيات جلسنا مع السلطات المعنية أكثر من مرة ومع المجلس الوطني لحقوق الإنسان وقدمنا حصيلتنا وبواعث قلقنا وسألنا ما هو رأيكم؟ وظل هذا التقرير بحوزة الحكومة المغربية لمدة شهر واعتقد أن دولة لها خبراؤها ومؤسساتها يكفيها شهر للرد على التقرير ردا رصينا وموثقا، فإذا بنا نفاجأ بأن الحكومة لم تقم بهذا العمل بل تركت الحالات جانبا وبدأت تناقشنا في منهج عملنا وهذا أمر مستساغ فكل هيئة طريقة أدائها وأنا لن أناقش طريقة اشتغال الحكومة لأن العبرة بالنتائج، وقد قلنا إن هناك 173 حالة تعذيب حصلت في المغرب بالأسماء والتواريخ والمعطيات الكافية لنتناقش هذه الحالات، وإذا تبين لمنظمة العفو الدولية أنها أخطأت في حالة ما فهي لا تجد ضروا في الكشف عن أخطائها للملا أيضا، إلا أن الحكومة اختارت الطريق السهل وهو اتهامنا بالتحامل عليها.

صور أسيس برس

83/24



رأي
ملف الاختفاء القسري مازال مفتوحا ويشكل نقطة سوداء في مسار المصالحة الوطنية لهيئة الإنصاف والمصالحة.



1970
استاذ مادة الفلسفة بالناظور.

1981
دخل السجن في إطار انتفاضة 20 يونيو.



1984
اعتقل مرة أخرى لمدة سنة في أحداث الشمال.

1994
بدأ العمل كاتب عام للمنظمة امنستي بالمغرب.

2002
اصبح مدير فرع امنستي بالمغرب.



هجرة أكثر من ألف شخص تم اعتقالهم بالناظور

أكد محمد السكاتوي، أن حقوق اللاجئين والمهاجرين بدورها وقع عليها الكثير من الانتقادات في السنوات الأخيرة خاصة في ما يتعلق بمهاجري إفريقيا جنوب الصحراء، حيث عاينت المنظمة تعرضهم لاستخدام القوة المفرطة وغير الضرورية من طرف السلطات بالحدود المغربية الإسبانية في إشارة إلى اعتقال أزيد من ألف شخص من هؤلاء اللاجئين والمهاجرين خلال عملية مداومة تمت في مخيمات إقامتهم بمنطقة الناظور، فضلا عن إعادة بعض المهاجرين تمكنا من ولوج الديار الإسبانية بطريقة تعسفية إلى المغرب، كما أشار السكاتوي إلى وفاة مهاجرين إفريقيين خنقا بعد إضرام السلطات المغربية النار في مدخل كهف كان قد لجأ إليه هؤلاء المهاجرون قرب مدينة الفينيق، ومن جهة أخرى أشار السكاتوي بمجهودات المغرب في التحسين من نظام اللجوء والهجرة وتسويته للعديد من الملفات إلا أنه أكد أن "تجاهل تعاطي السلطات مع المهاجرين مازالت تشكل عائقا أمامها، مناشد الحكومة بوضع هذا الملف ضمن أولوياتها. ●

الإنسان هو أن معلوماته غير موثقة، إذ لا تعرف بشكل جيد ومضبوط حالات هؤلاء الذين قيل إنه تم الكشف عن مصيرهم بحيث لم تجر أبحاث التحليل الجيني" وبهذا يبقى الأمر غامضا، كما لم يتم الكشف عن مدافن هؤلاء الضحايا، وهذا يحرم العائلات من دفن ذويهم بالطريقة الشرعية، وأعطى حالات للذين تم طردهم بـ"اتزانامارت" أو "أكترز" قيل هنا يوجد رفات هؤلاء الضحايا لكن هذا يحتاج إلى تحديد وضبط هذه الرفات وإعطاء الحق للعائلات بدفن الضحايا، والنتيجة هي أن الضحايا يحسون بأنهم خدوا، وهذا التقرير لا يفي بما كان يجب أن يتم وفق ما هو متعارف عليه عالميا في مثل هذه الأحوال، وما يضاعف من المشكل هو إحساس أقارب الضحايا بانعدام العدالة والإنصاف، فالعدالة تقتضي وضع حد للإفلات من العقاب وتقديم الجناة إلى القضاء، فحينما يغيب الجزاء والردع يمكن أن يحصل التكرار والعودة... لهذا مازلتنا ندعو إلى وضع استراتيجية وطنية في إطار الإفلات من العقاب.

في هذا الإطار، دعا مصطفى المانوري، رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف إلى تنظيم حملة دولية بدأت من الثالث، من شهر مارس الجاري وستنتهي يوم 24 منه للكشف عما تبقى من ضحايا الاختفاء القسري وأماكن دفنهم وتحديد هويتهم هل أنتم على علم بها وهل ستستجيبون لها؟ إنها مبادرة جيدة من طرف منتدى الحقيقة والإنصاف لأن الكثير من العائلات مازالت تطالب بمعرفة مصير أبنائها ويحتج إذا قلنا ما تبقى هو 7 حالات فما زال السؤال المطروح هو ما مصير هذه الحالات المتبقية؟ ويجب على المجتمع المدني أن يتحرك من أجل معرفة مصير المختفين وضمان العدالة اللازمة بالنسبة لمنظمتنا فهي تشغل دائما وفق هذا المسار، وأصدرنا من قبل تقريرا حول هذا الموضوع تحت عنوان الوعد الضائع، فتقريرنا يؤسس لهذا العمل ويدهي أننا سنؤيد هذه الدعوة وبسناندها. ●

ربما هو نفس الرد الذي صدر حول التقرير السنوي الأخير من طرف وزير الاتصال مصطفى الخلفي، حينما قال إن "التقرير غير منصف وانتقائي ويقدم صورة سوداوية وغير صحيحة وظالمة لأوضاع حقوق الإنسان بالمغرب" وأشار إلى نهج المغرب سياسة منهجية لمناهضة التعذيب الذي أثمر أكله سنة 2015.. فما تعليقكم على رد الخلفي؟

هذا الأمر يجب أن تقدمه الحكومة إلى المجلس الأممي لحقوق الإنسان وإلى اللجنة الدولية للتعذيب وغيرها من الهيئات الأممية وهي التي ستقول رأيها النهائي والفاصل في ما إذا كان المغرب يستجيب للمعايير الدولية ويستجيب لتوصيات هذه الهيئات، أما أمنستي فما يهمها في تقاريرها بصفة عامة ليس ما تقوم به الحكومة وما أنجزته لأن هذا واجب عليها، المشكل هو عندما تتخلى الدولة عن واجبها وهذا هو الذي نسلط عليه



الضوء، فنحن لا نقوم باختبار سياسة الحكومة لنعطيا نقطة، ولا نضع تصنيفا للدول في مجال حقوق الإنسان التي يجب أن نحترم في كليها، فلا يمكن القول مثلا إن دولة أهدمت شخصا واحدا والأخرى أهدمت 20 شخصا فالإعدام هو نفسه، ولذلك ما نركز عليه هو تلك الخروقات القائمة والمستمرة مثلما ورد في تقريرنا.

طيب، تنتقل إلى ملف الاختفاء القسري بالمغرب، هل هناك مستجدات في الموضوع وهل سيستطيع المغرب طي هذا الملف؟
موضوع الاختفاء القسري يتعلق أساسا بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، فهذه التوصيات لحد الآن مازال جزء كبير وأساسي منها عالقاً ومن الملفات العالقة تلك المتعلقة بالاختفاء القسري بالمغرب خلال سنوات الرصاص، إذ كان من المفترض أن تؤسس لجنة مشتركة بين القطاعات الحكومية لتابعة هذا الملف على ضوء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي دعت إلى الكشف عن مصير المختفين إلا أن هذه اللجنة لم تشكل وتولى الأمر المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي أخبرنا بأنه حسم في مجموع الحالات التي سجلتها هيئة الإنصاف 66 حالة من حالات الاختفاء القسري عالقاً، لا تعرف مصيرهم ولا أماكن دفنهم إن كانوا قتلوا.. بعد ذلك تولى المجلس الوطني لحقوق الإنسان متابعة هذه الحالات المتبقية وخلص إلى أنه تم التعرف على هذه الحالات 66 وتحديد مصيرها وقدم تقريرا في هذا الموضوع، وقال إن ما تبقى لديه هو 7 حالات فقط لكن ملاحظتنا على هذا التقرير الأخير للمجلس الوطني لحقوق



على المجتمع
المدني
التحرك
لمعرفة مصير
المختفين.

مصالحة

الحوار سيبدد سوء التفاهم الحاصل بين أمنستي والدولة

كشفت الفريق الأممي لضحايا الاختفاء القسري عن توصله بـ 80 شكاية من المغرب فيما قلتهم الأونان المجلس الوطني لحقوق الإنسان حصر العدد بـ 7 حالات متبقية، كيف ذلك؟

كما أشارت أن هذا العدد ربما يكون الشجرة التي تخفي الغابة، فالعدد ربما أسوأ، مما وضعه هذا الفريق الأممي لأن هناك من لم يضع بعد شكايته في الملف، لكن في جميع الأحوال نحن نتق في اللجنة الأمنية وفي مصداقية أبحاثها، وإذا كان تقرير هذه الهيئة يقول إن هناك 80 شكاية فهذا يعني أن ملف الاختفاء القسري مازال مفتوحا ويشكل نقطة سوداء في مسار المصالحة الوطنية لهيئة الانصاف والمصالحة.

لماذا أعود وأقول إن الحكومة، وهي تكاد أن تغادر كرسي الحكم، أضاعت أيضا فرصة إغلاق هذا الملف وطيه إلى الأبد، فستصرف وسجلها عازالت فيه بقع سوداء، في الوقت الذي كانت لها كل الإمكانيات الدستورية والقانونية لمعالجة كل هذه القضايا بشكل غير مسبوق للحكومات أخرى.

سبق وأن قلتهم إنه من المنتظر أن يحل الأمين العام لمنظمة أمنستي بالمغرب ولم نسمع عنه خبرا بعد ذلك، لماذا؟

العمل جار لترتيب هذه الزيارة ردا عن زيارة وزير العدل والحريات، مصطفى الرميد، إلى لندن وسيكون هناك وفد يرأسه الأمين العام للمنظمة "سلييل شاتي" مرفقا بمسؤولين كبار ومن المرتقب أن تكون له لقاءات مع رئيس الحكومة ووزير العدل ومؤسسة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وإذا صارت الأمور بالشكل المقرر فإن الزيارة ستكون يومي 17 و 18 مارس الجاري، كما سيغتنم الأمين العام الفرصة لعقد لقاء مع حركة حقوق الإنسان بالمغرب وهيئات المجتمع المدني المهتمة بهذا المجال.

قلتكم كذلك إن هذه الزيارات من شأنها الحد من التوتر القائم بين الطرفين، لكن مع التقرير الأخير عاد الجدل مرة أخرى، هل تظن أن هذه الزيارات كافية لردء الصلح بينكم وبين الدولة؟

كما ذكرت منظمة أمنستي لا تدخل في عداة مع الحكومات واستراتيجيتها هي الاهتمام بوضع المواطن ومدى احترام السلطات له. لهذا فكل حوار هو إيجابي لأنه يبدد سوء التفاهم الحاصل بين الطرفين وربما الحكومة لا تعرف بشكل جيد طريقة عملنا وهذه اللقاءات هي مناسبة لذلك، وستكون أيضا مناسبة لتقديم توصياتنا حيث سيوجد الأمين العام لـ أمنستي في موقع قريب للسماع لاشغالات المغرب اليوم، ودائما نقول "خير أن تشعل شمعة من أن تلعن الظلام" لذلك سنستمر في تبييد الظلام على أرض المغرب ●

بورترية.

السكتاوي في سطور

بدأ محمد السكتاوي حياته أستاذا مادة الفلسفة سنة 1970، قبل أن يتم اعتقاله سنة 1981 في إطار ما عرف آنذاك بانتفاضة يونيو التي جاءت إثر إضراب عام وطني كانت قد دعت إليه الكنفدرالية الديمقراطية للشغل، فحكم عليه بسنة سجن نافذا قضاهها بسجن العلو بالرباط حيث شهد أقصى أشكال التعذيب جعلت منه مدافعا عن ضحايا التعذيب بالمغرب، وتسبب ذلك في فصله من مهنة التعليم والوظيفة العمومية ليتجه نحو التدريس في القطاع الخاص ومزاولة الصحافة، دون التخلي عن نضاله الحقوقي، ليتم اعتقاله مرة أخرى، لمدة سنة، إثر أحداث يناير 1984 التي عرفتها مدن شمال المغرب بشكل خاص، احتجاجا على الأوضاع المعيشية التي كان يعاني منها المواطنون آنذاك. عاد السكتاوي للتعليم بعدما تمت تسوية ملف المطرودين من التعليم وتفرغ بعد ذلك للعمل الحقوقي حيث شغل منصب كاتب عام لفرع منظمة "أمنستي" المغرب، قبل أن يصبح مديرا عاما للفرع سنة 2002، كما أصدر كتبا في مجال القانون والحقوق. ●

La présidence de l'Université Mohammed V échange sur l'autonomisation des femmes

La démocratie paritaire sera au centre d'une rencontre prévue à Rabat

La présidence de l'Université Mohammed V de Rabat organise le vendredi 18 mars courant, à partir de 10h, une table ronde sur le thème « L'Autonomisation des femmes: la démocratie paritaire ».

Inscrite dans le cadre des activités culturelles proposées tout au long de l'année par l'Université, cette rencontre de réflexion est organisée en collaboration avec l'ambassade d'Espagne au Maroc, l'Institut Cervantès et le Centre de l'action interculturelle universitaire citoyenne (CAPAIUC). Elle se déroulera à la Salle Benabdelljalil de la Présidence de l'Université Mohammed V, sise Avenue des Nations unies, Agdal.

Dans un communiqué, les organisateurs précisent que cette rencontre de réflexion sera animée par Amina Bouayach, secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH); Marina Subirats, philosophe et professeur émérite de l'Université autonome de Barcelone **et Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).**

La rencontre, qui promet de riches moments d'échanges et de débats, sera modérée par le Pr El Arbi El Harti. Président du Centre CAPAIUC, ce dernier a indiqué que « le thème de la journée abordera la situation des femmes de nos sociétés actuelles qui se sont ouvertes aux changements, pour occuper des espaces différents de ceux qu'elles ont remplis jusque-là ».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le débat sur la situation de la femme est loin d'être terminé. Tout comme la question de son autonomisation préoccupe encore nombre d'experts et d'universitaires qui n'ont cessé d'échanger sur cette thématique en vue de faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

« Pour que cela puisse avoir une conséquence sociale positive, il faut d'abord asseoir l'autonomisation des femmes, en valorisant leur indépendance et compétences sociales, politiques et culturelles. Les femmes ne doivent pas douter de leurs aptitudes et savoir-faire », estiment les organisateurs. Ces derniers appellent, d'autre part, les femmes à investir davantage l'espace public, en jouant un rôle plus actif et effectif dans l'entreprise, l'université, la politique...

Parce que parvenir à la démocratie paritaire est un but soutenu, les organisateurs rappellent que « la parité exige que les femmes partagent avec les hommes de manière équitable toutes les tâches dont nos sociétés ont besoin pour leur évolution et croissance. Le chemin est long et parfois tortueux ».

Il faut cependant souhaiter que la démarche passionnante du changement avance rapidement et sans répit, sans ignorer que l'éducation est fondamentale dans ce processus.

Espérant que les réflexions et contributions des intervenants, Amina Bouayaich, Marina Subirat et Driss El Yazami, permettront d'éclairer les participants et de faire avancer le débat sur cette question.

Politique migratoire

Comment coordonner les actions?

4729/27

• El Yazami plaide pour un espace permanent d'évaluation et de médiation

• Nécessité de l'implication des ONG à cause de leur maîtrise de la réalité du terrain

LA nouvelle politique migratoire, lancée par le Maroc suite aux orientations royales, entame sa troisième année. Une occasion pour faire le point sur l'implémentation de cette stratégie de régularisation et d'intégration des migrants en situation irrégulière. Pour Anis Birrou, dont le ministère a organisé le 3e Forum annuel de l'immigration, hier à Rabat, «cette rencontre permettra d'approfondir la réflexion autour des obstacles à aplanir et profiter des expériences et des bonnes pratiques à l'international». D'où l'importance de l'implication des ONG «qui avaient tiré la sonnette d'alarme et mis en garde contre certains écueils bien avant le lancement de la nouvelle stratégie», a rappelé Birrou. Surtout qu'elles procèdent «de la réalité de leur action sur le terrain», a-t-il ajouté. Même son de cloche chez Driss El Yazami, président du CNDH, qui a été à l'origine de cette nouvelle politique migratoire, suite au rapport alarmant soumis au Souverain en 2013.

Aujourd'hui, il est important de «faire des associations des acteurs majeurs de



Les intervenants lors de ce Forum ont rappelé le rôle de certaines ONG comme le GADEM ou des syndicats, notamment l'ODT, dans l'accompagnement des migrants avant la mise en place de la nouvelle politique migratoire (Ph. L'Economiste)

la politique migratoire», a-t-il noté. Anis Birrou et Driss El Yazami s'accordent à dire que leur implication doit se baser sur un travail en réseau. Mais un programme de mise à niveau est indispensable pour favoriser la réussite de cette démarche. «Il faut renforcer le rôle de ces associations, notamment via des actions de formation et de mobilisation du financement», a souligné le président du CNDH. Sinon, «la mise en œuvre de la politique migratoire sera boiteuse», a-t-il dit. Il a plaidé pour la mise en place d'un «espace permanent d'échange réunissant les pouvoirs pu-

blics, les ONG, les syndicats, le patronat et les chercheurs académiques». Pour lui,

il s'agit d'un organe qui pourra «assurer l'évaluation de la mise en œuvre de cette stratégie, mais aussi jouer un rôle de médiation, qui était nécessaire dans certains cas, comme lors des incidents ayant éclaté dans des quartiers de Tanger». Ceci s'inscrit dans la recherche de la cohérence des interventions des différents acteurs, dont le gouvernement, les associations ou encore l'Union européenne, qui réalise actuellement un diagnostic pour déterminer comment elle pourra appuyer ce processus.

El Yazami a également mis l'accent sur le caractère décisif de la scolarisation des enfants des migrants. «Si elle n'est pas mise en œuvre rapidement, les résultats seront catastrophiques dans quelques années, comme l'expérience l'a montré au niveau international», a-t-il alerté.

M. A. M.

Pour réagir à cet article:
courrier@lconomiste.com

Politique migratoire

La société civile, acteur incontournable de la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'immigration

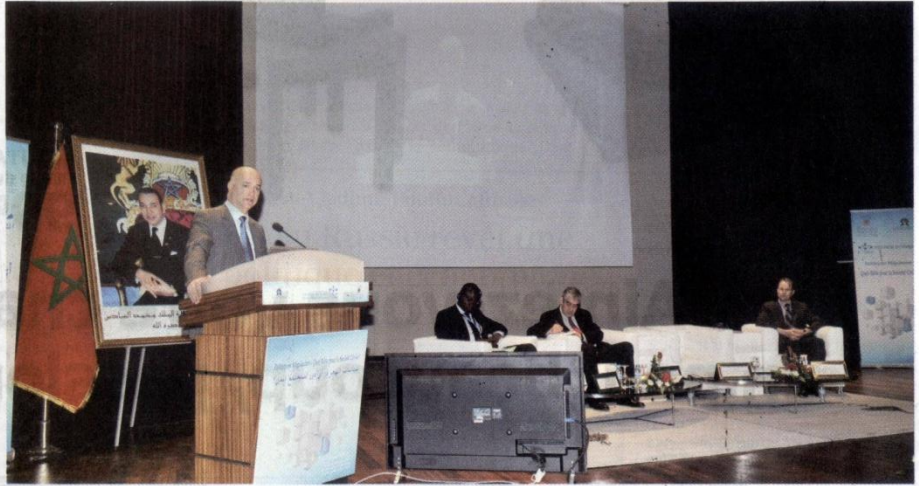
1588/19

Le Royaume peut se targuer d'avoir régularisé la situation de 24 associations, vu que leurs membres sont tous issus de la migration irrégulière. Une démarche qui traduit l'importance que les pouvoirs publics accordent à la société civile en tant que partenaire de la mise en œuvre de la nouvelle politique migratoire.

Mu par la volonté de consolider sa relation avec le tissu associatif partenaire de la stratégie nationale d'immigration et d'asile, le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration a organisé hier à Rabat, la troisième édition du Forum annuel de l'immigration sous le thème «Politiques migratoires : quel rôle pour la société civile». Cette rencontre a constitué une première évaluation du partenariat avec les associations œuvrant dans le domaine de la migration, mais aussi une occasion pour échanger les expériences et les bonnes pratiques dans ce domaine dans le but de créer une plateforme d'échange entre acteurs civils, chercheurs, pouvoirs publics, secteur privé et organisations internationales.

Car, comme l'a rappelé à juste titre Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger, la société civile joue un rôle de premier plan en matière de consolidation des droits de l'Homme, forte de ses nouvelles prérogatives constitutionnelles qui lui ont accordé le statut de partenaire habilité de droit à contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. De ce fait, la société civile a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'immigration et d'asile à travers un mécanisme permanent de consultation et de concer-

La société civile joue un rôle de premier plan en matière de consolidation des droits de l'Homme, forte de ses nouvelles prérogatives constitutionnelles.



le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger a procédé au cours des trois dernières années à la conclusion d'une dizaine de partenariats avec des associations portant sur le subventionnement de projets initiés en faveur des migrants. Ph Karouch

tation mis en place par le ministère. Les acteurs associatifs ont également été impliqués dans les concertations relatives à l'élaboration des projets de loi relatifs à la traite des êtres humains, la migration et l'asile. Dans le même esprit, le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger a procédé au cours des trois dernières années à la conclusion d'une dizaine de partenariats avec des associations portant sur le subventionnement de projets initiés en faveur des migrants. Le Maroc a par ailleurs été le premier pays à intégrer des associations de migrants comme membres au sein de la

Commission nationale de recours chargée de l'examen et la régularisation de la situation des migrants en situation irrégulière. Trois associations ont, en effet, fait partie de cette commission. Mieux encore, le Royaume peut se targuer, comme le souligne Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme, d'avoir régularisé la situation de 24 associations qui étaient en situation irrégulière, vu que leurs membres sont tous issus de la migration irrégulière. «L'objectif de cette initiative est de faire de la société civile un véritable acteur dans la réussite de la poli-

tique migratoire», note M. El Yazami. Par ailleurs, Anis Birou a affirmé que les objectifs assignés à la politique nationale d'immigration et d'asile, compte tenu du processus de régionalisation avancée, ne peuvent être atteints que si cette politique est déclinée au niveau local, au plus près des besoins réels et spécifiques des populations migrantes. «Ceci ne peut se faire idéalement qu'avec et à travers la société civile dont les compétences et capacités d'action, actuellement limitées, demandent à être renforcées», conclut le ministre. ■

Yousra Amrani

La société civile marocaine et les migrants engagés dans la dynamique associative bien avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc (M. El Yazami)

Lundi, 14 mars, 2016 à 15:20

La société civile marocaine et les migrants engagés dans la dynamique associative bien avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc (M. El Yazami)

Rabat – La société civile marocaine et les migrants ont été engagés dans la dynamique associative bien avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc, a indiqué, lundi à Rabat, **le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami.**

<http://www.mapexpress.ma/actualite/societe-civile-et-associative/societe-civile-marocaine-les-migrants-engages-dynamique-associative-bien-lancement-nouvelle-politique-migratoire-dasile-du-maroc-m-el-yazami/>

CNDH: LA DÉMOCRATIE PARITAIRE EN DÉBAT À RABAT

Par Rania Laabid le 14/03/2016 à 15h09

A l'occasion de la Journée Internationale de la femme, l'Université Mohamed V de Rabat organise, le 18 mars, une table ronde sous le thème: «L'autonomisation des femmes: la démocratie paritaire».

A l'occasion de la Journée Internationale de la femme, l'Université Mohamed V de Rabat organise, 18 mars, en collaboration avec l'Ambassade d'Espagne, l'Institut Cervantès et le Centre CAPAIUC, une table ronde sous le thème «L'autonomisation des femmes: la démocratie paritaire».

Cette rencontre de réflexion sera animée par Amina Bouayach, SG de la Fédération internationale de droits de l'Homme (FIDH), Marina Subirats, Philosophe, professeure émérite à l'Université Autonome de Barcelone et Driss El Yazami, Président du **Conseil national droits de l'Homme (CNDH)**. Elle sera modérée par El Arbi El Harti, président du Centre CAPAIUC.

Quelle est la situation de la femme dans la société actuelle? Quelles avancées en matière de droits de la femme, et enfin, comment atteindre la démocratie paritaire dans une société en perpétuel changement? C'est à ces questions que tenteront de répondre les intervenants. La rencontre entame ses travaux vendredi prochain, à partir de 10h à la Salle Benabdeljalil de l'université Mohamed V.

<http://www.le360.ma/fr/societe/cndh-la-democratie-paritaire-en-debat-a-rabat-64840>

Droits de l'homme au Maroc : L'Europe exprime ses «préoccupations»

par APS, 13/3/2016

L'Union européenne (UE) a exprimé ses «préoccupations» à l'égard de la situation des droits de l'homme au Maroc, notamment dans le domaine de la liberté d'expression et de la presse, la liberté d'association et de réunion ainsi que la détention dans les prisons.

«L'UE exprime ses préoccupations au sujet des questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre de notre dialogue politique régulier avec les autorités marocaines, et en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance », a écrit la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans sa réponse samedi aux eurodéputés Juan Carlos Girauta Vidal et Javier Nart qui l'interpellaient sur l'expulsion du Maroc en septembre dernier de l'avocat espagnol Luis Mangrané Cuevas au moment où il s'apprêtait à se rendre dans les territoires sahraouis occupés.

La haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique de sécurité a assuré, à ce titre, que l'Union «suit de près la situation des droits de l'homme au Maroc», notamment par le biais de sa délégation à Rabat qui est en contact permanent avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, **le Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** et la Délégation interministérielle des droits de l'homme (DID).

«La question du respect de la liberté d'association et de réunion, la liberté d'expression et des conditions de détention dans les prisons marocaines sont régulièrement soulevées dans le cadre de notre dialogue politique, en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance », a-t-elle encore assuré dans sa réponse à ces eurodéputés qui dénonçaient la suspension par le gouvernement marocain des activités de l'ONG Human Rights Watch.

Cette ONG expose, dans son rapport 2015 sur la situation des droits de l'homme au monde, un bilan effrayant sur la situation au Maroc en la matière.

Ce document évoque l'existence de pratiques de la torture, de restrictions de liberté d'expression, de presse et de réunion, d'expulsions illégales de migrants, de discrimination, de l'exploitation des enfants ou encore du maintien de la peine de mort. La pratique des traitements cruels persiste dans les affaires pénales de droit commun, regrettent ces eurodéputés.

Après s'être rendu au Maroc et au Sahara occidental en décembre 2013, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a conclu que «le système judiciaire marocain pénal repose largement sur les aveux en tant que principale source de preuve à conviction».

D'après le document, cité par l'ONG Human Rights Watch, les plaintes reçues par le Groupe de travail indiquent l'utilisation de la torture par des agents de l'Etat pour obtenir des preuves ou des aveux pendant la phase initiale des interrogatoires.

Les tribunaux et les procureurs «ne respectent» pas l'obligation d'ouvrir d'office une enquête lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire que des aveux avaient été obtenus par la torture et de mauvais traitements. «L'UE a régulièrement exprimé ses préoccupations au sujet de la situation des détenus dans les

prisons marocaines», a encore affirmé Mogherini dans sa réponse à l'eurodéputée Barbara Matera au sujet des torture et autres formes d'abus au Maroc.

La chef de la diplomatie européenne a fait savoir également que l'UE a demandé aux autorités marocaines de permettre aux ONG des droits de l'homme d'accéder aux centres de détention.

Par ailleurs, l'UE s'est dite également «préoccupée» par la prolongation du conflit au Sahara occidental et ses conséquences sur la région, réitérant la position de l'Union en faveur «d'une solution juste, durable et mutuellement acceptable qui garantisse l'autodétermination de la population du Sahara occidental conformément aux principes de la Charte des Nations unies».

<http://solidmar.blogspot.com/2016/03/droits-de-lhomme-au-maroc-leurope.html>

3ème édition du Forum annuel de l'immigration

Président du CNDH : La société civile et les migrants engagés dans la dynamique associative avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc

La société civile marocaine et les migrants ont été engagés dans la dynamique associative bien avant le lancement de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc, a indiqué, lundi à Rabat, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami.

L'expérience marocaine dans le domaine de l'immigration s'est distinguée dès le début par la participation de la société civile, a dit M. El Yazami qui intervenait lors de la séance inaugurale de la 3ème édition du Forum annuel de l'immigration, organisée sous le thème "Politiques Migratoires : quel rôle pour la société civile?", rappelant qu'un syndicat marocain, en l'occurrence l'Organisation démocratique du travail (ODT), avait créé un syndicat des travailleurs migrants sans papiers.

Selon le président du CNDH, "une politique d'intégration ne sera effective sans l'intégration de la société civile marocaine et des associations des migrants, car le migrant se doit d'être actif et jouer un rôle dans cette intégration", estimant que "l'intégration est une interaction commune".

M. El Yazami a plaidé pour un renforcement de l'action de l'ensemble des acteurs associatifs de la société civile, notamment des associations des migrants, et l'instauration d'un espace permanent d'échange alignant pouvoirs publics marocains, associations de migrants, associations de la société civile agissant dans la migration, les syndicats et le patronat ainsi que les chercheurs. "Un espace d'échange, d'évaluation, de correction et aussi de médiation", a affirmé le président du CNDH.

M. El Yazami a également plaidé pour une action continue pour la réussite des défis scolaires, pour une plus grande impulsion de l'action humanitaire et une plus grande cohérence des actions avec les partenaires européens.

De son côté, M. Papa Omar Diatta, Chancelier des Affaires étrangères et directeur-adjoint de l'Assistance et de la promotion des Sénégalais de l'Extérieur, qui a axé son intervention lors de cette séance sur les méfaits de l'immigration clandestine, a plaidé pour une migration organisée dans le respect des lois.

Les réponses apportées aux questions de migration ne peuvent se réduire à des mesures dissuasives, a-t-il dit, indiquant qu'un ensemble de mesures socio-économiques est ainsi envisagé.

Pour sa part, Mme Ana Fonseca, chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations OIM-Maroc, a souligné, dans une déclaration, que ce Forum est l'occasion idoine de discuter du rôle de la société civile dans toute dynamique migratoire.

La société civile est un acteur clé qui peut faire beaucoup pour l'intégration des migrants au Maroc et mobiliser l'action de la population pour l'intégration, a-t-elle expliqué.

Organisé par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration en partenariat avec le CNDH, le 3ème Forum annuel de l'immigration se veut l'occasion de concrétiser une approche participative visant une plus large implication de la société civile dans la mise en oeuvre de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile.

Lors de ce Forum, les participants débâteront de plusieurs thématiques, à savoir, "Société civile œuvrant dans le domaine de l'immigration : Etats des lieux", "Société civile et pouvoirs publics : quelles formes de partenariat" et "Société civile œuvrant dans le domaine de l'immigration : quelles formes innovantes d'organisation et de réseautage des acteurs".

Il sera aussi l'occasion d'initier un riche dialogue et un échange approfondi sur les expériences et les bonnes pratiques développées dans d'autres pays tels que le Canada, l'Espagne et le Sénégal en vue d'établir de nouvelles passerelles de partenariat entre les acteurs concernés par la question de la migration, notamment les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé, les chercheurs et les organisations internationales.

Selon une note de cadrage distribuée par les organisateurs et compte tenu du processus de régionalisation avancée, les objectifs assignés à la politique nationale d'immigration et d'asile ne peuvent être atteints que si cette politique est déclinée au niveau local, au plus près des besoins réels et spécifiques des populations migrantes, chose qui ne peut se faire qu'avec et à travers la société civile dont les compétences et capacités d'action demandent à être renforcées.

M. Birou : La société civile joue des rôles avant-gardistes dans l'édification, la réalisation et la valorisation des politiques publiques en relation avec la migration

La société civile joue des rôles avant-gardistes dans l'édification, la réalisation et la valorisation des politiques publiques en relation avec la migration, a souligné, lundi à Rabat, le ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, Anis Birou.

Intervenant lors de la séance inaugurale de la 3ème édition du Forum annuel de l'immigration, organisée sous le thème "Politiques Migratoires : quel rôle pour la société civile?", le ministre a rappelé que ce forum

constitue l'occasion d'approfondir les réflexions et les discussions autour de cette thématique grâce notamment à une société civile active et agissante.

Evoquant la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc, M. Birou a souligné que le Maroc a veillé, depuis le début, à la mise en place d'un mécanisme permanent de concertation avec les associations de la société civile, appelées à jouer un rôle renouvelé grâce notamment à un réseautage plus efficace suite notamment à l'approche participative et agissante adoptée par tous les intervenants institutionnels concernés par la question migratoire.

"Depuis les premiers pas de la nouvelle politique migratoire et d'asile du Maroc, nous avons mis en place un mécanisme permanent de concertation avec les associations de la société civile", a dit le ministre devant une assistance composée notamment de représentants d'institutions publiques, du corps diplomatique accrédité à Rabat, d'institutions internationales oeuvrant dans le domaine de la migration, d'associations de la société civile et de chercheurs et experts nationaux et internationaux.

"Nous avons tenu nombre de rencontres d'information et de concertation avec lesdites associations à diverses occasions, relatives à toutes les étapes d'édification d'une stratégie d'intégration des migrants et des demandeurs d'asile", a ajouté le ministre, saluant "la participation fondamentale et essentielle des associations actives dans le domaine de la migration, s'agissant de l'opération de régularisation de la situation des étrangers en séjour illégal au Maroc, de la mise à niveau légale et institutionnelle ou des programmes d'intégration socio-culturelle et économique des migrants".

Organisé par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration en partenariat avec le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), le 3ème Forum annuel de l'immigration se veut l'occasion de concrétiser une approche participative visant une plus large implication de la société civile dans la mise en oeuvre de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile.

Lors de ce Forum, les participants débâteront de plusieurs thématiques, à savoir, "Société civile œuvrant dans le domaine de l'immigration : Etats des lieux", "Société civile et pouvoirs publics : quelles formes de partenariat" et "Société civile œuvrant dans le domaine de l'immigration : quelles formes innovantes d'organisation et de réseautage des acteurs".

Il sera aussi l'occasion d'initier un riche dialogue et un échange approfondi sur les expériences et les bonnes pratiques développées dans d'autres pays tels que le Canada, l'Espagne et le Sénégal en vue d'établir de nouvelles passerelles de partenariat entre les acteurs concernés par la question de la migration, notamment les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé, les chercheurs et les organisations internationales.

Selon une note de cadrage distribuée par les organisateurs et compte tenu du processus de régionalisation avancée, les objectifs assignés à la politique nationale d'immigration et d'asile ne peuvent être atteints que si cette politique est déclinée au niveau local, au plus près des besoins réels et spécifiques des populations migrantes, chose qui ne peut se faire qu'avec et à travers la société civile dont les compétences et capacités d'action demandent à être renforcées.

(MAP 14/03/2016)

<http://www.maroc.ma/fr/actualites/ouverture-rabat-de-la-3eme-edition-du-forum-annuel-de-limmigration>